

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

L'ÉQUILIBRE DE LA TERREUR...

On ne saura sans doute jamais l'exacte vérité sur la tragédie du *Boeing 747* sud-coréen abattu par la chasse soviétique avec ses 269 passagers. Car dans cette affaire, chacun ne dit que ce qu'il veut bien dire.

Les autorités soviétiques d'abord. Qu'un avion de ligne puisse servir au renseignement militaire, qu'il serve à une provocation, n'excuse rien : l'abattre est un crime. Refuser de le condamner traduit un mépris total — déjà maintes fois démontré — des millions de femmes et d'hommes qui, dans le monde, luttent pour une société libérée de l'oppression et du militarisme. Les USA, la CIA et leurs homologues japonais ensuite : ils savaient tout, contrôlaient tout mais étaient incapables de rappeler un avion "égaré" pendant plus de deux heures à 500 km hors de sa trajectoire dans une région infestée par l'espionnage, les avions de reconnaissance (un tel appareil US rôdait dans les parages) et la tension militariste. Les responsables des vols civils enfin. On sait que ces vols sont souvent utilisés à des fins militaires. Les pilotes de *Caravelle* français sur la ligne Paris-Moscou avaient reçu l'instruction de dévier de leur trajet pour faire des photographies en URSS. Qui peut admettre qu'on mette ainsi consciemment en danger la vie de passagers ?

Tout portait donc à la tragédie. Les îles Kouriles sont l'un des points du monde les plus truffés d'armes, de services d'espionnage. Les militaristes de tout poil qui, jour après jour, construisent cet "équilibre de la terreur" ont été incapables d'empêcher la mort de 269 passagers, malgré les appareils sophistiqués de contrôle et de détection. Qu'en sera-t-il s'ils déclenchent l'offensive ?!

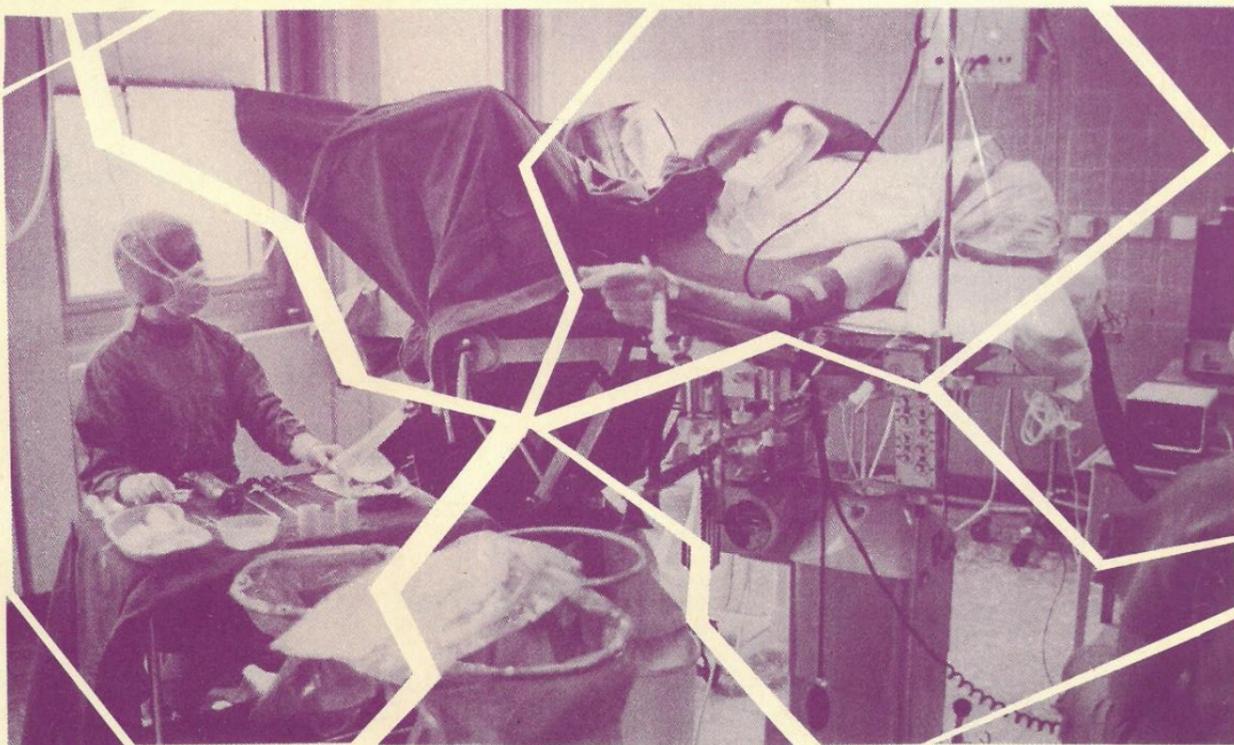
"C'est bien les Russes", répètent en chœur Reagan, les médias et tout ce que le monde "libre" compte de militaristes, qui avaient bien besoin d'une telle campagne face au vaste mouvement pour le désarmement. Rappelons simplement à tous ceux qui hurlent ainsi que le 21 février 1973 la chasse israélienne a abattu un *Boeing 727* des lignes aériennes libyennes, "égaré" au-dessus d'installations militaires, faisant 107 morts. Où étaient Reagan et tous ces censeurs pour dénoncer, à grand renfort de publicité, ce crime contre l'humanité et "l'infamante logique" du militarisme israélien ?

La campagne menée sur l'affaire du *Boeing* sud-coréen est le fait de ceux qui veulent à tout prix leurs missiles et leur surarmement. Nucléaire et conventionnel. Aucune excuse ne justifie d'abattre 269 passagers d'un vol civil. Aucune excuse ne justifie d'abattre par milliers les paysans pauvres, les travailleurs, la population civile d'Amérique centrale ou d'ailleurs.

Il n'y a qu'un moyen d'empêcher cette infamante logique : un mouvement de masse pour le désarmement immédiat, unilatéral, qui ne fasse confiance à aucun gouvernement pour imposer les besoins de l'humanité contre la course aux armements. Les millions de manifestants aux USA, en Allemagne, en Angleterre ont leur répondant dans le mouvement pacifiste indépendant qui naît en Europe de l'Est.

C'est pour affirmer cela que nous serons à Berne le 5 novembre prochain. *La Brèche*

Coûts de la santé:



QUELLE EXPLOSION ?

Chili:



DIX ANS,

ÇA SUFFIT!

MANIFESTATIONS POUR LA PAIX

BERNE, 5 NOVEMBRE

Le 5 novembre s'approche de plus en plus et prend des formes toujours plus concrètes. L'assemblée générale de préparation de la manifestation pour la paix qui s'est réunie à Berne le 27 août, en présence de 80 personnes représentant une quarantaine d'organisations, a décidé de la plate-forme définitive de la manifestation :

- Non au stationnement des Pershing II et des missiles Cruise;
- Démantèlement du système des blocs, non à la menace de l'holocauste
- Pour le désarmement immédiat à l'Est comme à l'Ouest - Pour une Europe dénucléarisée;
- Transformez les épées en socs de charrue : solidarité avec le mouvement pour la paix dans le monde entier, en particulier avec le mouvement indépendant à l'Est et le mouvement pour le gel nucléaire aux Etats-Unis;
- Solidarité avec le Tiers Monde dans son combat pour la liberté, le développement indépendant et des relations économiques justes. Pour que le non-alignement et une politique active de paix soient les principes d'une politique étrangère suisse indépendante de l'OTAN;
- Pour la démilitarisation de notre société;
- Des dépenses sociales au lieu des dépenses d'armement.

L'assemblée approuva également les modalités de financement de la manifestation, décidant en particulier que tout surplus éventuel serait réparti à égalité entre un projet d'aide médicale au Nicaragua, et un soutien à l'initiative pour le service civil. Ce bon exemple de travail en commun a certainement renforcé l'ensemble du mouvement pour la paix en Suisse et contribuera certainement au succès des activités locales pour la paix qui se dérouleront avant le 5 novembre. Ces activités ont pour but d'informer, de stimuler la discussion dans le mouvement pour la paix et de mobiliser pour la manifestation de Berne. (Exemples : semaines ou journées pour la paix, stands d'information, films, théâtre, musique, etc.)

Le 5 novembre, Berne sera transformée en ville pour la paix, c'est-à-dire tout sauf en ville morte ! Cette fois-ci, cela commencera par d'immenses chaînes humaines qui relieront le Palais fédéral aux ambassades américaine et soviétique.

Après, une série de discours seront prononcés sur la Place fédérale. La conclusion sera une immense fête pour la paix sur cette même place. Un matériel de mobilisation (dépliant, affiches, badges, autocollants) sera à disposition dès la fin septembre à l'adresse suivante :

Secrétariat Manifestation pour la paix, Rathausgasse 36, 3011 Berne, téléphone : 031 / 22 59 45.

MARCHE POUR LA PAIX 6 août Berlin - Genève 17 septembre

La marche vers Genève s'inscrit dans la tradition des marches des Femmes pour la Paix, de Copenhague à Paris (du 21 juin au 6 août 1981), de Berlin à Vienne (du 24 juin au 6 août 1982), etc. Ces marches pour la paix sont organisées par des femmes, mais elles sont ouvertes à tous ceux qui veulent y participer. La marche de cette année exige des deux superpuissances :

- * un gel immédiat de la production de tout armement nucléaire (Freeze);
- * le non-déploiement des missiles de croisière et Pershing II et le démantèlement des SS-20, armes de première frappe, pour une Europe dénucléarisée;
- * la signature d'un accord de ne pas utiliser les premiers l'armement nucléaire;
- * la participation d'un représentant du mouvement pour la paix aux négociations de Genève.

L'arrivée de la marche en Suisse romande

La marche arrivera le mardi 13 septembre à Yverdon, en bateau et en fin d'après-midi. Puis, mercredi 14 septembre au matin : marche d'Yverdon à Echallens.

Lausanne

Arrivée de la marche à Lausanne, le mercredi 14 septembre en fin d'après-midi à la Gare du LEB à Chauderon. De là, manifestation jusqu'au centre ville, soirée musicale, place Arlaud.

Le jeudi 15 septembre à Lausanne : meeting à 20h.15 à la Salle des Vignerons (Gare CFF). Org. : Comité de soutien aux Femmes pour la paix - Berlin.

Le vendredi 16 septembre, arrivée de la marche à Nyon.

Genève, dernière étape de la marche
Samedi 17 septembre, 08h., départ de la marche de Nyon (24 km de Genève); 12h. : arrivée à Versoix, pique-nique au

bord du lac; 14h. : départ de Versoix (à environ 9 km de Genève).

A Genève, samedi 17 septembre, 15h., Place des Alpes (près de la Gare) : rassemblement. Le rassemblement et la marche se réunissent devant le GATT, vers 16h. : manifestation dans l'avenue de la Paix.

Dimanche 18 septembre, dès 10h. à Uni II : conférence alternative sur le désarmement (débat et forums). Org. : Comité Paix Genève, Femmes pour la Paix Genève.

Fête LA BRECHE 1^{er} octobre 83 CASINO YVERDON

samedi matin, de 10h. à midi :
stand au marché d'Yverdon et chansons de rue avec *Macadam et Mélodrame*; apéritif

après-midi et soir, Casino

16h.30 :

Charlot à la guerre, film accompagné au piano par *Jean-François Monot*

17h.45 :

Les Lettres de Stalingrad, film de Jacqueline Veuve

Prix : Fr. 3.- (les 2), enfants gratuit.

20h.15 :

Zaneth
Michel Bühler

de 23h.15 à 01h. :

rock avec ASB

Prix de toute la soirée dès 20h.15 : adultes Fr. 15.-; jeunes, AVS, chômeurs Fr. 10.-; seulement ASB Fr. 6.-

Tombola, noce à Thomas, marché aux puces, buvette et mangette, garderie pour les enfants.

Les billets pour Michel Bühler sont en vente à l'Office du tourisme d'Yverdon.

Organisation : PSO

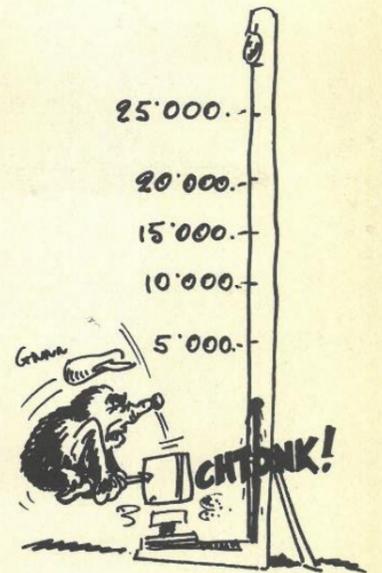
À PROPSO

Elections nationales :

T'AS PAS CENT SOUS ?

Le PSO participe aux élections nationales sous le mot d'ordre "L'AVS et des emplois, pas des chars". Cette campagne n'est que la continuation de l'activité d'ensemble de notre parti dans la dernière période.

Rappelons que le PSO s'est engagé activement pour les droits des femmes et ceux des travailleurs immigrés, pour la solidarité avec les peuples d'Amérique centrale et le syndicat indépendant polonais Solidarność et qu'il a assuré, seul ou en collaboration avec d'autres partis de gauche, le succès de trois initiatives populaires fédérales : pour une formation professionnelle et un recyclage garantis, pour l'abaissement de l'âge de la retraite AVS et pour le référendum en matière de crédits militaires. Toutes ces activités nous coûtent cher.



Et la campagne électorale aussi. Afin de faire entendre la voix du PSO, nous distribuerons 1 million de dépliants électoraux; 2 500 affiches format "mondial" seront placardées; 15 000 brochures expliquant le thème de notre campagne seront diffusées gratuitement. Voilà pourquoi notre campagne nous coûte cher. Notre budget total s'élève à 100 000 francs. Nous lançons donc une souscription destinée à couvrir un quart de cette somme : 25 000 francs. Cette souscription nous est absolument indispensable.

SOUSCRIVEZ
pour que la voix du PSO
puisse se faire entendre.

Versements :
SAP / PSO,
CCP 80 - 44 457, Zurich
(mention : "Souscription").

SOMMAIRE

EDITORIAL	
L'équilibre de la terreur...	1
POLITIQUE	
L'AVS et des emplois, pas des chars !	
Vote PSO	3
Accidents militaires : Morts "pour la patrie"	3
Manifestation contre les dictatures turque et chilienne : Sanzurigo de Chile ?	5
Syndicat du livre et du papier (SLP) : Aeberli blanchi, Limacher s'en va	5
Crise et capitalisme	5
Elections nationales dans le canton de Berne : Les principes ? A la poubelle !	8
Canton de Vaud : L'Entente vaudoise à l'offensive	8
Elections nationales à Genève : PS, PdT et PSO apparentés	8
SOCIAL	
Union syndicale suisse : 40 heures, oui, mais comment ?	4
Emploi : sans salaire, ni emploi	4
DOSSIER	
Le gouffre financier du système de santé	6-7
L'addition pour les salariés ?	7
INTERNATIONAL	
POLOGNE : La longue lutte de Solidarność	9
ITALIE : L'effritement de la Démocratie chrétienne	9
PROCHE-ORIENT : Le Kurdistan, une nation dans cinq Etats	10
A LIRE	
Moi, Rigoberta Menchú	11
L'ÉVÈNEMENT	
CHILI : Dix ans, ça suffit !	12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50
une année, env. ouverte . . . 45.-
une année, env. fermée . . . 55.-
une année, étranger (Europe) . . . 80.-
abonnement de soutien . . . 100.-

Administration :

La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau
1003 Lausanne

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique
vous intéressent :
prenez contact

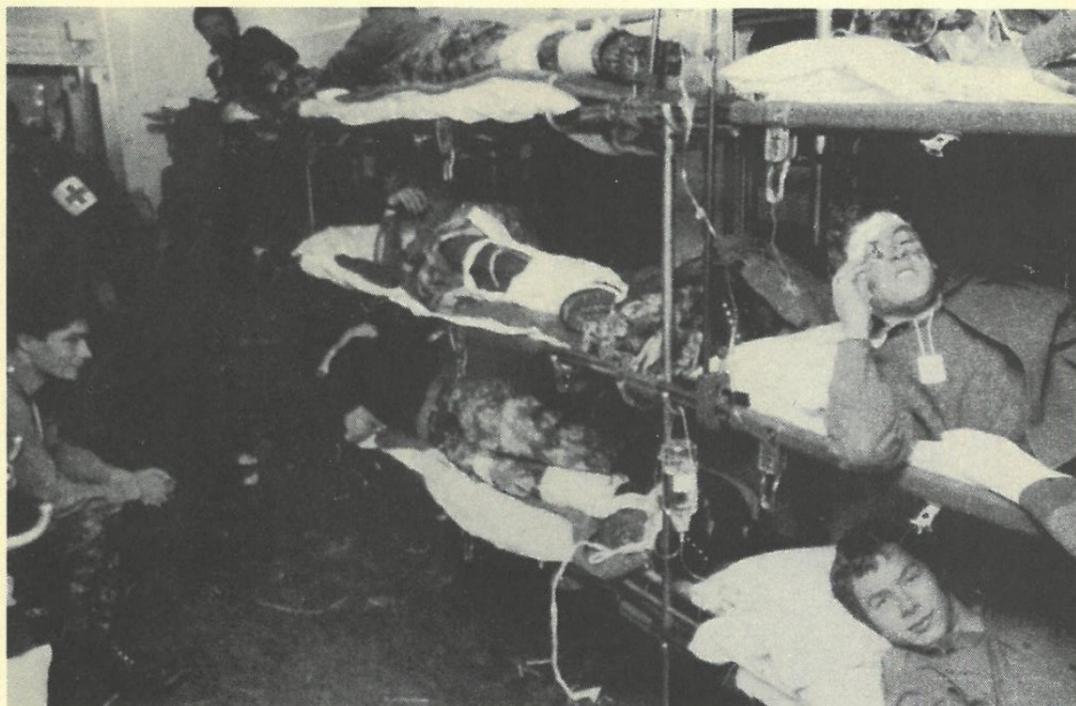
Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon



Accidents militaires :



Ceux-là ne sont, heureusement, que des accidentés fictifs.

Berne, le 1er septembre : le Parti socialiste ouvrier (PSO) présente sa candidature aux élections fédérales de cet automne. Plus de 100 candidats et candidates, dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg, Neuchâtel, Berne, Soleure, Argovie, Bâle-Ville, Zurich, Zoug, Schaffhouse et Tessin.

Alors que les crédits militaires s'envolent, les dépenses sociales se réduisent comme une peau de chagrin. A cette politique militariste à outrance, le PSO dit "non !", comme l'indique le slogan central de sa campagne et comme le rappela Fritz Osterwalder, qui souligna en outre l'actualité brûlante de cette nécessaire opposition face à la décision du Conseil fédéral d'acquiescer plusieurs centaines de chars Léopard II pour 4,5 milliards de francs.

Intégrer les femmes à la Défense nationale ? Une évidence pour le Conseil fédéral. Leur garantir effectivement un salaire égal autrement qu'en paroles ? Un ange passe... Qu'elles financent lorsqu'elles sont salariées (comme les immigrés) une part de l'Assurance perte de gain (APG) destinée aux soldats, voilà quelque chose qui va aussi de soi pour les autorités. Mais qu'elles aient le culot de réclamer un congé maternité et parental qui, comme le prévoit l'initiative pour la protection de la maternité, coûterait les mêmes cotisations que l'APG, c'est là matière



L'AVS et des emplois, pas des chars!

Vote

PSO
PARTI SOCIALISTE OUVRIER

à scandale pour les "féministes" casqués et bottés du Palais fédéral. Voilà quelques-unes des conséquences — ou des inconséquences ? — pour les femmes de la politique militariste fédérale que rappela Marie-Thérèse Sautebin.

Dans les milieux officiels helvétiques, il est très, très mal vu de s'en prendre à l'armée. On peut mettre un certain nombre de choses en doute — la finesse tactique de Rudolf Friedrich par exemple — mais surtout pas la politique militaire et sa fringale de dépenses. Ce climat déteint largement sur la presse, dont une partie des journalistes sont du reste intégrés à ce titre aux services de propagande du Département militaire fédéral. Et c'est ainsi que l'on a pu lire le morceau d'anthologie anticommuniste suivant dans *La Suisse* du 2 septembre, sous le titre "Les marxistes fusillent l'armée" : le PSO est "lapidaire, brutal et frustré. Et on a envie de lui répondre tout aussi lapidairement que lorsque les armées du Pacte de Varsovie déferleront vers la Suisse ce seront, bien sûr, les membres du PSO qui les arrêteront..."

Depuis le temps que l'Etat-major et ses plumitifs, solidement retranchés derrière le Rbin, scrutent avec anxiété la Forêt Noire dans l'attente des premières colonnes blindées soviétiques, on ne saurait s'étonner des progrès de leur névrose... Plus sérieusement : quels sont les faits matériels avancés pour soutenir cette hypothèse du nécessaire déferlement des troupes du Pacte de Varsovie en Europe occidentale ? Lorsque cette question est posée durant les prétendues "heures de théorie" des cours de répétition ou des écoles de recrues, il s'ensuit un silence embarrassé, entrecoupé de quelques explications aussi vagues que confuses. Il n'en irait pas autrement pour le journaliste de *La Suisse*. Mais comme il ne peut, lui, envoyer l'interpellateur à la corvée de patates, il s'égosille d'autant plus fort.

Cette réaction, que l'on retrouve dans plusieurs journaux, témoigne de l'extrême nervosité des militaristes de tout poil. Car ils savent que ce qu'ils considèrent comme une "vache sacrée", l'Armée, n'est justement pas en odeur de sainteté auprès de larges couches de la population salariée. Notre campagne leur fait mal, car elle vise juste. Ces adeptes de Reagan aimeraient tant pouvoir faire passer leur politique d'austérité et de remilitarisation sans vagues, ni remous. Comme au bon vieux temps de la guerre froide. Eh bien, messieurs les galonnés, c'est raté !

André Meylan

MORTS "POUR LA PATRIE"

La liste que nous publions ci-dessous devrait inciter à la réflexion. Comment s'explique la croissance des accidents militaires ? Deux raisons essentielles apparaissent immédiatement.

La maladie de la "victoire"

Au début des années soixante, sous l'impulsion du lobby patronal zurichois, le parlement adopta une conception de la "défense nationale" où les chars et l'aviation doivent être prêts à riposter sur le Plateau suisse. Le colonel divisionnaire Züblin annonçait ouvertement la couleur : "Notre objectif de guerre doit être la victoire. Vu le caractère de coalition (référence à l'OTAN, réd.) qu'une future guerre, où notre pays pourrait être entraîné, aurait certainement, on ne comprend pas pourquoi nous ne pourrions pas arracher la victoire" (Züblin, 1956).

Ce que recouvre cette "coalition" n'est rien d'autre que l'alliance a priori et donc au sein de l'OTAN capitaliste. Preuves en soient toutes les manœuvres que ces divisionnaires en mal de victoire concoctent, depuis 1945, visant toujours le même "ennemi". L'acquisition de matériel de guerre comme la formation se font en étroite collaboration avec l'OTAN et, dès 1985, les pilotes suisses (à l'étroit sur le Plateau !) s'entraîneront officiellement sur un aéroport de l'OTAN en Sardaigne.

En attendant la "victoire" d'une guerre qui n'a pas lieu, le coût des chars et des avions, de leur entretien et de la formation augmente à l'infini. Champs de tirs et escadrons enveniment les régions de tourisme et de repos. Les places d'armes dévorent la terre agricole ou des réserves naturelles. Le Conseil fédéral va même jusqu'à en faire une "question de survie", malgré l'opposition dont témoigne Rothenthurm.

Comme le fait remarquer le commentateur militaire du journal *24 Heures*, le colonel Pierre Henchoz "Aux alarmistes qui trouvent que l'on ne va jamais assez vite, on rappellera que l'armée suisse dispose actuellement d'un char de combat

pour 52 kilomètres carrés de territoire à défendre, alors que ce rapport est de 700 kilomètres dans l'armée suédoise" (*24 Heures*, du 25 août 1983).

Il n'est, dès lors, pas étonnant que les accidents se multiplient, notamment dans l'aviation.

L'intensité accrue du drill

Toujours dans la perspective de la "victoire", la hiérarchie militaire a considérablement renforcé le drill. Il s'agit d'habituer la troupe à des engagements intensifs prolongés. Comme le dit le nouveau chef de l'instruction militaire, Mabillard : "Apprendre à aller au-delà d'une

certaine dose d'efforts, se dépasser, se sublimer est un exercice hautement salutaire, pour lequel notre vie offre trop peu d'occasions. Nous allons travailler dans ce sens" (*24 Heures*, du 30 décembre 1982).

Les conséquences de ce drill renforcé sont évidentes. Il y a davantage de morts. Les décès dus à des accidents avec des véhicules à moteur de l'armée croissent. Deux causes principales les expliquent : la fatigue et les dangers qu'implique le style des nouveaux exercices.

Dans ces conditions, la lutte pour les droits démocratiques des soldats reste décisive, afin que ceux-ci puissent s'opposer aux vellétés de Mabillard et Cie et préserver ne serait-ce que leur intégrité physique.

André Meylan

LES MORTS ET LES ACCIDENTÉS DE L'ARMÉE

Voici une liste — incomplète — de quelques-uns des accidents provoqués par l'armée.

- * 21 mai 1982 — chute d'un avion *Tiger* à Diemtigtal;
- * 20 août 1982 — un hélicoptère *Alouette III* heurte un câble tuant ses deux pilotes;
- * 23 août 1982 — un avion *Hunter* s'écrase à Riddes dans un verger, tuant deux enfants;
- * 22 octobre 1982 — un *Alouette III* s'écrase près de Sântis, dans le cadre d'un exercice de combat du bataillon de fusiliers 6, tuant ses six occupants;
- * 9 novembre 1982 — un avion *Tiger* s'écrase à Sigriswil, tuant son pilote;
- * 11 octobre 1982 — un camion tombe de 200 mètres dans un ravin à Tourtemagne (VS), faisant un mort et quinze blessés;
- * 11 octobre 1982 — un engin blindé entre en collision avec un *Mowag* faisant cinq blessés;
- * 11 octobre 1982 — deux recrues meurent dans un accident de voiture à Niederwangen;
- * 19-23 janvier 1983 — 26 militaires sont atteints d'engelures aux pieds, lors d'un cours de répétition en Valais;
- * 28 août 1983 — explosion d'un obus non éclaté à Eischoll (VS), une mère et ses trois fils tués;
- * 31 août 1983 — un *Pinzgauer* heurte une voiture privée, tuant son conducteur;
- * 17 août 1983 — une recrue de Liestal décède à la suite d'une marche de 20 kilomètres;
- * Printemps 1983 — une recrue décède en montagne dans le Valais durant un exercice de plusieurs jours.

Cette liste n'est pas exhaustive, loin de là. En 1981, 26 personnes sont décédées, et 270 furent blessées dans le cadre d'exercices de l'armée.

Union syndicale suisse :

40 HEURES, OUI, MAIS COMMENT?

Le 12 septembre, l'Union syndicale suisse (USS) doit décider définitivement du texte d'initiative pour la semaine de 40 heures, dont le principe fut approuvé par son Congrès l'an dernier. Au cœur de la discussion, une question : réduire le temps de travail, oui, mais avec ou sans garantie des salaires ?

L'automne dernier, le Congrès de l'USS décidait, malgré plusieurs oppositions, dans sa direction et dans la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH), de lancer une nouvelle initiative fédérale pour la semaine de 40 heures. La discussion interne aux fédérations aboutit aujourd'hui à un projet de texte définitif.

Les 40 heures à la fin du siècle ?

Le projet initial n'était guère

enthousiasmant. Au rythme prévu (une heure de moins par année), les 40 heures n'auraient au mieux été atteintes qu'au milieu des années 1990... Alors que toute la situation économique laisse prévoir un maintien du chômage et que l'horaire de travail en Suisse reste l'un des plus élevés des pays industrialisés, cette position était intenable. D'autant plus que l'USS, à deux reprises, a refusé d'engager la lutte pour une diminution du temps de travail (opposition à l'initiative POCH/



"Oh, c'est une excellente question !"

PSO/PSA et retrait de sa propre initiative en 1977).

L'avis majoritaire des fédérations a exigé une réduction plus rapide de l'horaire. Pour la majorité des salariés, l'initiative prévoit une réduction de deux heures par an (soit les 40 heures en deux ans). Pour les catégories soumises à des statuts spéciaux, la réduction serait également de 4 heures en deux ans.

C'est un premier pas. Nous avons proposé un texte d'initiative qui vise les 38 heures, afin de répondre réellement tant au chômage qu'au stress accru que subissent la majorité des travailleurs. Alors que les syndicats européens mettent les 35 heures à l'ordre du jour, l'USS en reste à la compensation d'un retard — devenu trop criant — et se refuse à aller au-delà.

Maintenir les salaires !

Si le texte définitif de l'initiative devait se limiter à cela, il serait difficile à l'USS de convaincre les travailleurs qu'elle veut réellement s'engager dans la lutte pour diminuer le temps de travail. D'autant plus que, cet été, l'accord de paix du travail signé dans la métallurgie soulève ouvertement le problème du maintien des salaires.

En 1976, lorsqu'elle combattait notre initiative pour les 40 heures, l'USS affirmait que la voie conventionnelle était "plus sûre", parce qu'elle permettrait de maintenir les salaires lors d'une baisse d'horaire. Depuis 7 ans, les diminutions d'horaires dans les conventions collectives n'ont — à l'exception des arts graphiques — pas passé la barre des 40 heures. Et aujourd'hui, dans la métallurgie, l'accord stipule une diminution des salaires de 2,4 o/o !

C'est pourquoi le projet qui est soumis à la décision de l'USS le 12 septembre contient explicitement une clause garantissant le maintien des salaires. On jugera à la décision définitive de l'USS sur cette question, l'engagement qu'elle entend prendre dans la lutte pour la réduction du temps de travail.

Il faut en effet que cette clause figure explicitement dans l'initiative. Elle seule peut garantir à de larges secteurs des travailleuses et des travailleurs que la réduction du temps de travail correspond à leurs besoins. Toute la propagande patronale — reprise d'ailleurs par d'autres milieux, dans les organisations ouvrières comme dans les milieux écologistes ("travailler moins, gagner moins") — vise en effet à lier la réduction des horaires à de nouveaux sacrifices de la part des salariés. Pour beaucoup d'entre eux — la TV romande a diffusé une émission qui en dit long sur les salariés gagnant moins de 2 000 francs par mois en Suisse romande ! — de tels sacrifices seraient inacceptables. De manière plus générale, la réduction du temps de travail n'est pas un "cadeau" que ferait le patronat, mais une dette qu'il doit aux travailleurs. La productivité a considérablement augmenté, la fatigue au travail également. Même avec maintien du salaire, la conquête des 40 heures exigera de difficiles batailles pour résister à une accentuation encore plus marquée des cadences, de l'usure physique et psychique au travail.

Si l'USS devait ne pas introduire explicitement le maintien des salaires dans son initiative, ce serait de plus une ouverture explicite au patronat pour étendre l'accord signé dans la métallurgie à tous les autres secteurs. Autant dire, dans ces conditions, que les travailleuses et les travailleurs risquent, une fois de plus, de ne pas accorder grand crédit à cette initiative.

Au contraire, si la clause de maintien des salaires est maintenue, elle indiquera que l'USS fait les comptes de la politique passée et s'engage réellement dans une mobilisation pour inscrire l'une de ses plus vieilles revendications (la journée de huit heures, à son programme depuis les années trente !) sans céder au chantage patronal sur la diminution des salaires.

M. Thévenaz

Emploi

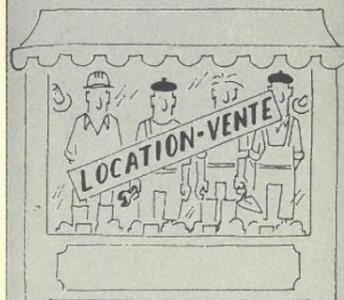
SANS SALAIRE, NI EMPLOI

"Salaires non payés = usine occupée", la banderole déployée par les travailleurs et travailleuses de l'entreprise Textiles Berger SA à Eclépens (VD) résume la situation. L'administrateur de cette usine, un affairiste sans vergogne, n'a pas payé les salaires d'août invoquant des difficultés de trésorerie, les banques ayant coupé les crédits.

Jouant au chat et à la souris avec les salariés de l'usine, il a multiplié les promesses et mené par le bout du nez le personnel. Trente-cinq d'entre eux sur 40 ont alors décidé d'occuper l'entreprise pour obtenir leur dû. La majorité sont des femmes.

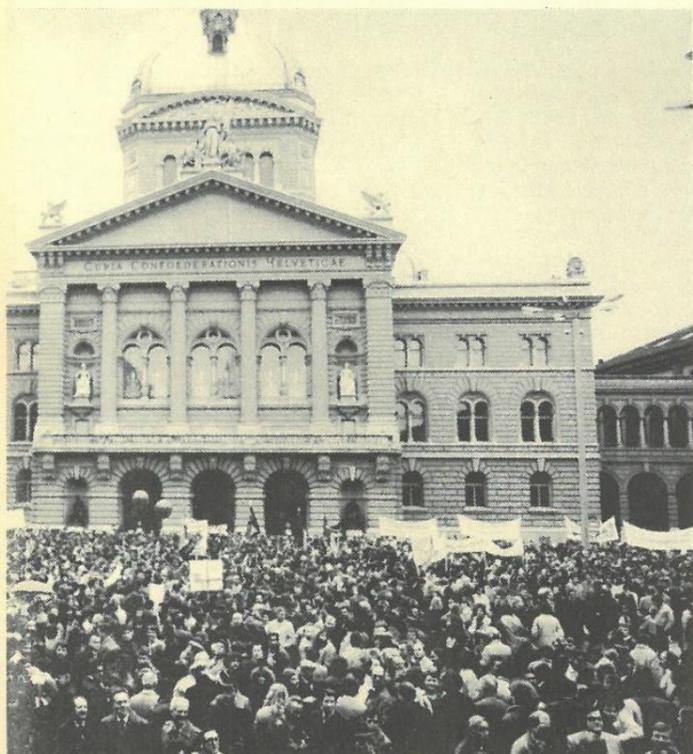
Leur détermination est exemplaire. L'Office de conciliation n'a pu d'ailleurs que reconnaître le "bon droit" des travailleurs, mais la loi n'est pas faite pour l'imposer ! Le syndicat, la Fédération des vêtements, du cuir et de l'équipement (FVCE) soutient la lutte engagée. L'entreprise est occupée nuit et jour, des piquets de grève ont été organisés. Pour permettre de se payer quelques avances sur le salaire, les travailleuses(eurs) ont décidé de vendre tissus et vêtements produits dans les ateliers.

L'usine est tout à fait viable : le carnet de commandes est rempli pour trois mois, mais les fournisseurs qui ont perdu confiance ont suspendu toute livraison de matières premières depuis la mi-juin ! En désespoir de cause, l'assemblée des travailleuses(eurs) en grève a mandaté le secrétaire syndical de la FVCE pour qu'il demande la mise en faillite de l'entreprise, si aucune autre solution n'est apportée. En effet, si la faillite est prononcée, cela permet au moins de recevoir des indemnités de la Caisse cantonale de chômage et les salaires constituent la première créance à couvrir.



Cette grève avec occupation, véritable réaction de colère ouvrière face à l'arrogance patronale, est exemplaire. Elle a reçu le soutien de plusieurs fédérations syndicales (FOBB, FTMH). Le PSO a apporté son entière solidarité.

Si cette lutte devait se prolonger, c'est par la mise sur pied d'un vaste mouvement de solidarité avec les grévistes qu'il s'agira d'œuvrer.



Berne, 27 novembre 1982 : le personnel des services publics manifeste pour les 40 heures.

Manifestation contre les dictatures turque et chilienne :

SANZURIGO DE CHILE ?

La manifestation contre les dictatures turque et chilienne n'aura finalement pas lieu à Zurich, mais à Bâle. A cela une raison : la volonté ouverte des autorités zurichoises de réduire à néant le droit de manifestation en ville de Zurich. La demande d'autorisation a d'abord été refusée sous prétexte de "troubles" possibles, vu "les thèmes, les participants et le parcours de la manifestation" !

En réponse au recours interjeté, la Municipalité zurichoise a sorti la grosse artillerie : il en va tout simplement, selon elle, du "droit à la propriété privée et à la liberté de mouvement dans les rues". Et comme, à ses yeux, tout barbouillage est une atteinte grave à la propriété privée, le tour est vite joué. En réalité, depuis plusieurs mois, c'est une véritable suppression du droit de manifester que visent les autorités zurichoises, utilisant pour cela tous les moyens, de l'interdiction de manifester aux provocations et aux brutalités policières.

L'importance des mêmes droits pour tous

C'est la première fois, à notre connaissance, qu'une manifestation de solidarité anti-impérialiste et antidictatoriale est interdite dans

une ville de l'importance de Zurich. Il est vrai qu'en confirmant l'interdiction, la Municipalité de Zurich jouait sur du velours. Une bonne partie de la quarantaine d'organisations qui appelaient à manifester sont en effet soit turques ou

chiliennes. Qui oserait prendre la responsabilité de lancer leurs militants et leurs sympathisants dans une manifestation interdite ? En sachant en outre que ce type d'action coûterait pour le moins l'expulsion — et donc l'emprisonnement, voire la torture et la mort — aux manifestants kurdes et turcs ? Voilà bien la démonstration que l'absence de droit politique pour les immigrés favorise toutes les attaques bourgeoises contre les droits démocratiques, qu'ils concernent des salariés suisses ou non. Le fait que l'interdiction de cette manifestation ait été défendue par la municipale socialiste Liberherr ne la rend pas moins scandaleuse.

La position des organisateurs

Ce jugement est confirmé par le communiqué de presse des organisateurs, qui indique :

"Les organisateurs de la manifestation 'contre les dictatures militaires fascistes au Chili et en Turquie/Kurdistan', rejettent l'interdiction de la Municipalité zurichoise, qu'ils considèrent comme une attaque très grave aux droits démocratiques. Il s'agit là d'un coup perfide porté contre l'immigration chilienne, turque et kurde, à qui l'on veut ôter la possibilité de protester légitimement, avec la gauche suisse, contre les putschs militaires, à l'occasion de l'anniversaire de ces coups d'Etat.

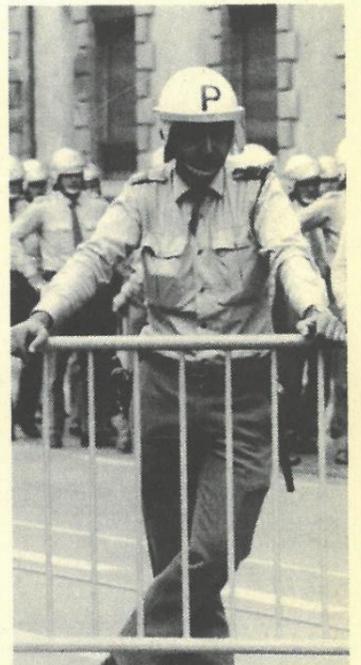
"Afin de préserver cette possibilité de protestation; vu les discriminations politiques, sociales et juridiques de l'immigration en Suisse; compte tenu des risques de criminalisation, de répression et d'expulsion auxquels seraient soumis des immigrés participant à une manifestation interdite, les organisateurs ont décidé lors de la séance du

3 septembre :

"— que la manifestation se déroulera à Bâle. En même temps une action de protestation contre l'interdiction de manifester et la complicité des autorités avec les dictatures du Chili, de Turquie et du Kurdistan se déroulera à Zurich."

Pour cette fois, la Municipalité zurichoise a gagné un petit point. Qu'elle sache cependant que nous ne laisserons jamais Zurich devenir la première ville de Suisse à supprimer le droit de manifester !

Eric Peter



"Et alors ? C'est pas parce que Pinochet lève l'état d'urgence au Chili que vous allez pouvoir manifester à Zurich !"

Syndicat du livre et du papier (SLP) :

Aeberli blanchi, Limacher s'en va

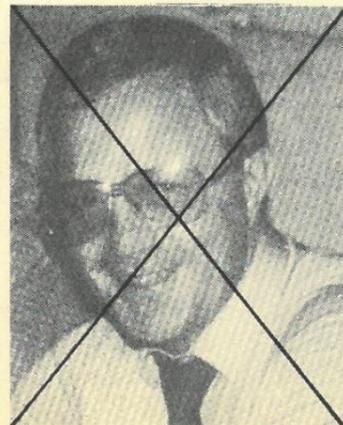
Dans *La Brèche* no 299 du 4 juin 1983, nous nous demandions s'il fallait installer des amplis de 1000 watts pour que Limacher comprenne qu'il n'avait plus qu'à se retirer, après l'effondrement des accusations portées contre Fredy Aeberli et d'autres militants syndicaux dans l'affaire de la falsification de l'élection présidentielle de mai 1981. Limacher était en effet celui qui était à l'origine de la dénonciation d'Aeberli. Eh bien, les amplis n'ont pas été nécessaires !

Certes, la démarche de Limacher a causé de graves torts au SLP, mais il n'a pu atteindre son objectif, qui était de criminaliser et de refouler les militants syndicaux actifs. Au début de l'affaire, la bureaucratie a effectivement marqué des points, en réussissant à écarter Fredy Aeberli et tout le courant progressiste syndical de la lutte pour la direction du SLP. Mais peu à peu le retour de manivelle s'est dessiné. Début août, les autorités judiciaires bernoises faisaient savoir que l'inculpation d'Aeberli était abandonnée et qu'il recevait 15 000 francs de dédommagement. Ainsi le voilà complètement réhabilité, comme son collègue Ruedi Oberli, également arrêté et emprisonné dans cette affaire. On regrettera toutefois que la presse n'ait pas donné à cette réhabilitation la même ampleur que celle qu'elle conféra à l'arrestation d'Aeberli. Une erreur technique, sans doute...

L'automne sera chaud

Parallèlement à la réhabilitation progressive d'Aeberli et du courant combatif, l'étoile de Limacher se mit à pâlir de plus en plus. Les accusations de la bureaucratie fondaient comme neige au soleil. Lors de l'assemblée ordinaire des délé-

gués du SLP, à mi-juin, la direction du SLP dut annuler le passage de son propre rapport annuel, qui difamait une nouvelle fois la section de Zurich dans cette affaire de falsification électorale. Limacher se tint dès lors de plus en plus coi. En août, il donnait sa démission de secrétaire central du SLP — une décision qu'il aurait mieux fait de prendre il y a deux ans. Il ne lui fut toutefois pas très difficile de s'en aller, puisque le 27 juillet, il fut nommé — pour la fin de l'année — secrétaire de l'Office professionnel SLP/ASAG (une institution



Exit Hans Limacher, délateur et ancien secrétaire central.

paritaire des deux associations professionnelles). Nous ne savons si cette nomination s'est faite sur demande des patrons ou du syndicat.

Grâce au départ de Limacher,

un obstacle est levé : le SLP pourra ainsi consolider ses rangs et s'avancer de manière décidée à la rencontre de l'automne chaud des négociations contractuelles.

R. Auf der Maur

*** CRISE ET CAPITALISME ***

Chasseur de chômeurs

Aux Etats-Unis, une nouvelle profession fait fureur dans certaines régions, celle de chasseur de chômeurs (*Tribune-Le-Matin*, 19 juin 83). Détrompez-vous, il ne s'agit pas de personnes chargées de rechercher des chômeurs particulièrement qualifiés ou aptes à exécuter certains travaux. Il s'agit plus simplement de gardiens qui éloignent des entreprises — manu militari s'il le faut — les chômeurs à la recherche de travail. Dans le comté de McDowell, en Virginie occidentale, où le taux de chômage est de 30 o/o, atteignant même 90 o/o dans certaines villes qui vivaient des mines de charbon aujourd'hui fermées, le seul travail offert est celui de chasseurs de chômeurs. Un négociant en charbon envisage même de doter ses gardiens anti-chômeurs de chiens. A quand les milices privées et les réserves de chômeurs entourées de barbelés ?

Schindler : les gains prennent l'ascenseur

Le trust Schindler prévoit, on le sait, de fermer son usine de wagons de Schlieren (cf. *La Brèche* no 299

du 4 juin 1983 et no 300 du 18 juin 1983). Contrairement aux travailleurs de Schlieren, les actionnaires de Schindler ne risquent vraiment pas de se retrouver à la rue : de septembre 1982 à mi-mai 1983, le cours de l'action nominative Schindler (valeur nominale : 100 francs) est passé de 285 francs à 365 francs. Soit une augmentation de 28 o/o. Les actions au porteur (valeur nominale : 500 francs), qui peuvent aussi être acquises par des étrangers, ont même grimpé de 34 o/o, passant de 1 550 francs à 2 070 francs.

L'annonce de la fermeture de la fabrique de Schlieren a donné un petit coup de fouet à la bourse, ces actions passant respectivement à 375 et 2 190 francs (ce qui donne un enrichissement de 32 et 41 o/o en huit mois). Les boursicoteurs ont compris que la fermeture permettrait d'accroître encore les profits respectables du trust. Et les propriétaires de Schindler ont ainsi vu leur fortune augmenter de 30 à 40 o/o sans avoir à planter un seul clou !

Les cadres vivent plus longtemps

Les maladies cardiaques et cardio-

vasculaires — dont le célèbre infarctus — ont longtemps eu la renommée d'être le privilège des cadres, des managers dynamiques mais néanmoins stressés. Des études suédoise et américaine, menées parmi un échantillon de 5 000 personnes, montrent qu'en fait "les maladies cardiaques se manifestent le plus souvent chez les ouvriers, comme les cuisiniers, les employés d'hôtel, les aides-hospitalières et les travailleurs à la chaîne, qui ne possèdent quasiment aucune influence sur la réalisation de leur travail" (*El Pais*, 3 juillet 1983).

Le professeur A. Karasak, de l'Université de Columbia (New York) souligne : "L'importance de ce facteur — le contrôle sur son travail — est la même pour le développement des maladies cardiaques que le fait de fumer ou d'avoir un haut taux de cholestérol". Le risque d'attaque cardiaque est de 70 à 200 fois plus élevé chez un travailleur à la chaîne que chez un cadre moyen. Les managers vivent non seulement mieux mais plus longtemps que les ouvriers !

Burke

DES INTÉRÊTS CONTRADICTOIRES

Pour comprendre le développement du système de la santé et l'explosion rapide des coûts dans ce domaine, il faut d'abord saisir les intérêts du système capitaliste dans son ensemble en matière de santé. Certes, ce secteur représente un marché privilégié pour l'industrie pharmaceutique. Il est aussi source de revenus exorbitants pour les médecins privés (revenu annuel brut moyen de 200 000 francs). De plus, l'extension des services de santé au cours des vingt dernières années a entraîné une forte augmentation du personnel : 5 o/o de la population active, soit 130 000 salarié(e)s sont aujourd'hui employés dans le secteur de la santé.

Cependant, le rôle essentiel du système de santé dans la société capitaliste est et restera toujours, en premier lieu, d'augmenter la disponibilité de la force de travail, autrement dit de réduire le temps de travail perdu pour maladie ou accident. Cet objectif provoque des intérêts contradictoires. Car les travailleurs ne désirent pas seulement être "remis en état de marche" pour travailler. Ils tiennent aussi à conserver leur bonne santé physique et psychique. Et cela dépasse largement la seule capacité de retourner au travail !

POURQUOI LA BOURGEOISIE S'AFFOLE-T-ELLE ?

En effet, d'autres secteurs ont pourtant vu leurs dépenses croître de manière bien plus importante sans que la bourgeoisie ne s'en inquiète : les dépenses pour les appareils ménagers ont quadruplé en 10 ans seulement; les Allemands dépensent autant pour leur voiture, leur tabac et leur alcool que pour leur santé; les salariés suisses versent chaque année environ 10 milliards aux caisses de pension privées ("2e pilier") alors qu'ils n'en touchent que la moitié sous forme de prestations; sans parler des dépenses militaires... Deux facteurs expliquent cet affolement : une rentabilité limitée du secteur de la santé en tant que marché et une non-diminution de l'absentéisme.

Tant que le financement de ces dépenses se fait exclusivement sur une base privée, la bourgeoisie voit toutes ces dépenses - y compris en matière de santé - d'un oeil tout à fait bienveillant. Pour faire des bénéfices, il faut vendre et pour vendre il faut trouver un acheteur prêt à payer ! Si, par contre, le financement est partiellement assuré par l'Etat, elle se met à calculer la rentabilité - pour elle, bien entendu - de ces dépenses. Ainsi, 2 milliards de francs ou 50 o/o des dépenses totales de la Confédération pour la défense nationale sont destinés à l'achat d'armes, et finissent dans la poche des industriels du "lobby militaire".

Dans le secteur de la santé en revanche, ce n'est que 1,8 milliard ou 13 o/o des dépenses totales qui sont destinés à la grande industrie : industrie pharmaceutique, des appareils médico-pharmaceutiques, industrie de la construction (hôpitaux). Le reste se partage à raison de 35 o/o pour les salaires du personnel hospitalier et 44 o/o pour les petits-bourgeois (médecins, dentistes, pharmaciens, laboratoires). Cette faible "rentabilité" financière s'explique principalement par le fait que les investissements dans la santé n'ont pas permis de rationaliser ce secteur. Au contraire, ils ont souvent entraîné d'importants frais de personnel supplémentaires.

Le deuxième facteur explicatif est le fait que, de l'avis de tous les scientifiques, l'état de santé de la population ne s'est plus amélioré, de manière significative, au cours des quinze dernières années. Cela s'explique par plusieurs facteurs. Les investissements réalisés restent d'une utilité sociale très faible : opérations à cœur ouvert, diagnostics plus nuancés qui ne conduisent pas nécessairement à un traitement plus efficace. A cela s'ajoutent la hausse des accidents de travail depuis 1975, l'accroissement continu des accidents non professionnels (route par exemple) et des maladies dites de civilisation (cancer du poulmon, maladies cardio-vasculaires, etc.).

Tant du point de vue financier (commandes d'appareils relativement limitées) que du point de vue social (pas d'augmentation sensible de la disponibilité de la force de travail), le denier public dépensé dans le secteur de la santé s'avère insuffisamment rentable : voilà pourquoi la bourgeoisie s'affole sur "l'explosion des coûts".

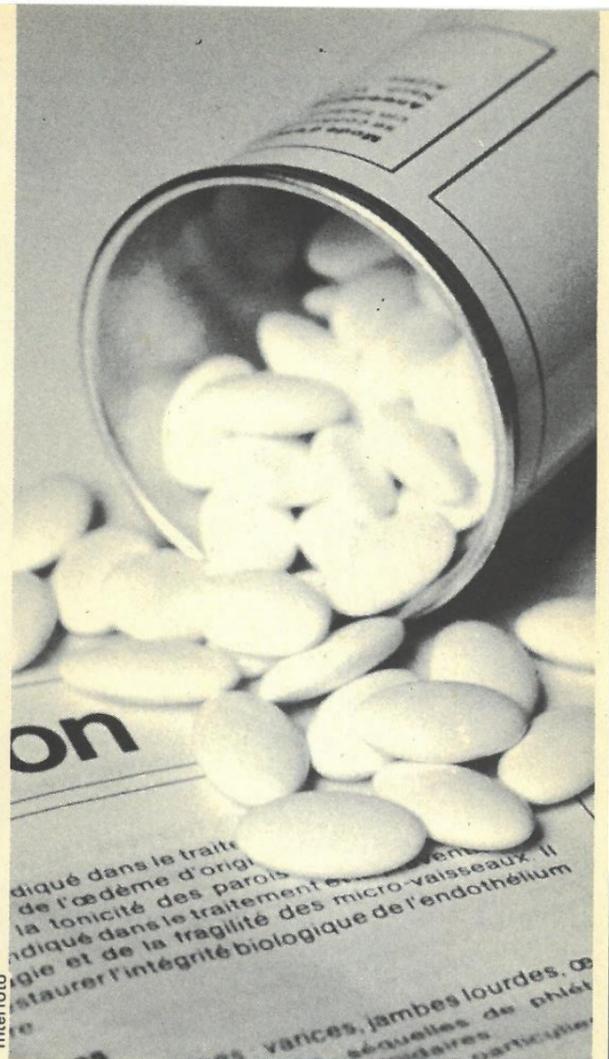
D'OÙ VIENT "L'EXPLOSION DES COÛTS" ?

Cette explosion des coûts est un phénomène relativement récent. Certes, le corps médical et l'industrie pharmaceutique ont scandaleusement profité du développement du système des soins, mais cela n'explique pas encore la brusque explosion des coûts, car leur politique n'a pas changé d'un iota au cours des dernières décennies. Il faut donc chercher ailleurs.

Il y a d'abord le vieillissement de la population. Le nombre absolu des personnes âgées de plus de 65 ans croît constamment et les dépenses pour leurs soins sont environ cinq fois supérieures à celles de personnes de moins de 40 ans. Il y a aussi l'évolution du seuil de tolérance : même s'il est difficile de le prouver, tout le monde s'accorde à reconnaître que les gens "courent" plus facilement chez le médecin qu'il y a 20 ans - entre autres vu l'amélioration des possibilités sanitaires. Cette amélioration ressort de l'extension de l'assurance maladie et de la densité médicale. En 1965, 82 o/o de la population était affiliée à une caisse-



Gigantisme hospitalier (ici le CHUV)...



... et superprofits pharmaceutiques ont aussi creusé :

LE GOUFFRE FINANCIER DU SYSTÈME DE SANTÉ

L'explosion des coûts de la santé est un phénomène indiscutable et universel. De 1960 à 1982, ils ont augmenté en Suisse de 1,4 milliard (4 o/o du produit national brut / PNB) à 14 milliards, soit près de 10 o/o du PNB. Il en va de même dans d'autres pays capitalistes développés : toujours entre 1960 et 1982, les coûts de la santé passent en France de 4 o/o du PNB à 8 o/o, en République Fédérale d'Allemagne de 3,5 o/o à 10 o/o, aux Etats-Unis de 4 o/o à 10 o/o. La Grande-Bretagne fait exception : les dépenses pour la santé n'y ont augmenté que de 4 o/o du PNB en 1960 à 6 o/o en 1981, entre autres grâce au système national de santé publique. Quelles sont les causes de cette évolution ?

maladie contre 97 o/o en 1982. En 1960, on comptait un médecin avec cabinet pour 1 100 habitants contre un pour 830 en 1981. Durant la même période, la construction des hôpitaux a fait un bond spectaculaire. L'augmentation des lits est restée relativement faible (+ 20 o/o) mais le système hospitalier a connu un formidable perfectionnement des soins, qui mobilise trois fois plus de personnel qu'il y a vingt ans. Cette croissance des effectifs n'a pas pour autant réduit la charge de travail. Elle a au contraire augmenté, surtout depuis les restrictions budgétaires, dans la mesure où l'intensification des soins a été bien plus importante que les hausses d'effectifs. Mais le remplacement d'un personnel jadis bénévole (et religieux) par du personnel professionnel laïc, organisé en syndicats ou associations corporatistes, a conduit à une amélioration des conditions moyennes de travail (salaires, horaires) qui, évidemment, accroît l'ensemble des dépenses hospitalières.

Tous ces éléments contribuent à l'augmentation des coûts de la santé. Cependant, l'élément le plus important qui explique leur explosion rapide est l'investissement technologique qui n'a commencé à être techniquement possible que depuis une vingtaine d'années. Auparavant, les performances dans ce domaine étaient largement insuffisantes pour être utilisées à large échelle dans le secteur de la santé.

Depuis, on a introduit des systèmes de surveillance dans les soins intensifs, l'automatisation des laboratoires avec

multiplication des tests, l'investigation radiologique avec ultrasons et *Cat-scanners*, la mise sur ordinateurs des dossiers administratifs et médicaux.

Ces achats ne grèvent les budgets hospitaliers que de quelques pourcents. Ce n'est donc pas l'achat qui coûte cher mais les frais de fonctionnement qui en découlent. D'autant plus que ces investissements n'ont souvent pas permis de remplacer des procédés d'investigation existants, se bornant à les compléter. Il n'y a donc pas eu, dans ces cas, de réelle rationalisation alors que ces appareils exigent davantage de personnel.

Ces investissements technologiques ont d'autre part entraîné une pratique médicale, dans les hôpitaux comme en médecine ambulatoire (médecins privés), ultra-sophistiquée. Ceci non seulement pour les maladies graves, mais même pour les affections mineures sans que l'état de santé de la population ne s'en soit amélioré pour autant. Plusieurs exemples illustrent l'utilisation de ces nouveaux "gadgets", qui entraînent d'importants frais de fonctionnement :

- * l'accroissement vertigineux des examens de laboratoire. A l'Hôpital de l'île de Berne, ils se sont multipliés par 5 entre 1960 et 1980;

- * l'augmentation des frais généraux des médecins praticiens (amortissements des investissements, salaires du personnel paramédical, location de cabinet). Ces frais

ont passé de 30 o/o du chiffre d'affaires d'un cabinet médical en 1967 à 50 o/o en 1980 !

* une fracture compliquée mobilise aujourd'hui au CHUV (Centre hospitalier et universitaire vaudois de Lausanne), de près ou de loin, 37 personnes contre à peine une quinzaine il y a vingt ans;

* le développement de soins intensifs extrêmement coûteux;

* "l'épidémie" de *Cat-scanners* qui déferle actuellement en Suisse; Kontron, entreprise de marketing d'appareils médico-techniques, dépendant du trust Hoffmann-La-Roche, employait 5 personnes en 1960 et 3 144 aujourd'hui !

Tous ces exemples montrent que la pénétration des appareils médico-techniques ne concerne pas seulement le secteur hospitalier mais aussi — et de plus en plus — la médecine ambulatoire. Cette responsabilité des investissements technologiques dans l'explosion des coûts de la santé est aujourd'hui généralement admise. Le *British Medical Journal* et le Département de la Santé des USA estiment que 40-50 o/o des augmentations de coûts hospitaliers sont en relation avec ces investissements.

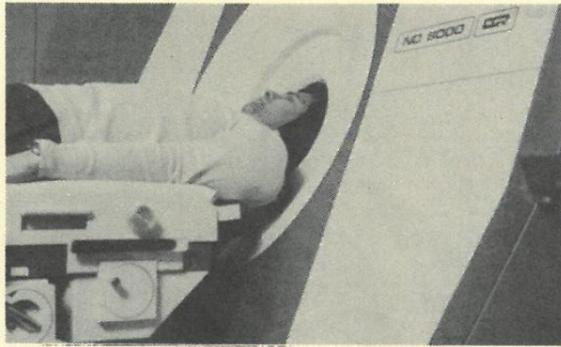
Pourquoi la bourgeoisie ne s'est-elle pas opposée à ce formidable accroissement des investissements compte tenu de leur rentabilité limitée et de leur efficacité thérapeutique très faible ? Les "mandarins hospitaliers", intéressés à accroître leur empire médical, ont trouvé ici un répondant auprès de notables locaux, qui voulaient lier leur nom à tel ou tel "temple de la médecine". De plus, la bourgeoisie dans son ensemble — comme l'a reconnu M. Walz, responsable de la Société de Banque Suisse — a favorisé consciemment ces investissements en espérant diminuer ainsi l'absentéisme au travail. Mais dès qu'elle s'est rendu compte de l'inefficacité thérapeutique de tous ces investissements, elle a changé de politique. Non sans peine, car les médecins, l'industrie pharmaceutique ou d'appareils médico-techniques en profitent copieusement et les notables locaux tiennent encore fortement à leurs "mausolées de la science médicale"...

UNE EXPLOSION INCONTRÔLABLE

Les cris de plus en plus affolés sur "l'explosion des coûts de la santé" n'ont pas permis de maîtriser cette dynamique.

Si la demande de pain ou de pommes de terre rencontre une limite relativement précise — déjà largement atteinte dans les pays industrialisés — on ne peut en revanche fixer une telle limite en matière de demande de soins. Nous sommes ici en présence d'une demande pour le moment encore largement insatisfaite.

Si juste qu'il soit, cet argument reste toutefois relatif. En fait, si ces coûts restent incontrôlables, c'est parce que les lois du marché ne fonctionnent pas dans ce domaine et faute d'une planification même élémentaire.



Patient soumis à un examen du crâne par scanner.

A propos de l'absence des lois du marché, il faut noter que la majorité des fournisseurs ou vendeurs de soins — les médecins et les hôpitaux — profitent d'une fixation des prix sans limitation de quantité correspondant à leurs services. Si le prix du lait est aussi fixé en Suisse indépendamment du jeu de l'offre et de la demande, l'Etat fixe néanmoins une quantité maximale, ce qui n'est pas du tout le cas en matière de soins. Le médecin peut pratiquer autant de prises de sang qu'il juge nécessaire pour poser un diagnostic ou suivre un traitement. Médecins et hôpitaux profitent donc de "conditions de vente" absolument uniques dans le système capitaliste.

La situation est aussi très particulière du côté de l'acheteur, à savoir le patient. Il ne paie ni immédiatement, ni dans sa totalité ce qu'il achète. En effet, l'écrasante majorité des frais — quelle que soit la franchise ou la participation — est, dans un premier temps, payée par les caisses-maladie ou par l'Etat. Les augmentations de coûts ne sont répercutées sur le patient que partiellement et après un délai de plusieurs mois ou années, sous forme de majoration des cotisations d'assurance maladie. Dès lors, un accroissement des coûts des soins ne constitue pas, actuellement en Suisse pour la majorité de la population, un frein notable à la consommation de soins.

L'inexistence d'une planification ne nécessite pas une explication particulière. Rappelons simplement qu'il y a 7 000 petits entrepreneurs — les médecins privés — et plusieurs centaines de moyennes et grandes entreprises — les hôpitaux — qui certes collaborent entre eux mais ne sont soumis à aucune planification.

Dans ces conditions d'absence de lois du marché comme de toute planification, il n'est pas étonnant que les investissements techniques entraînent une dynamique explosive et absolument incontrôlable des coûts. Les médecins praticiens y réalisent d'énormes profits tandis que les mandarins hospitaliers y réalisent leurs rêves de grandeur et de puissance.

Andreas Saurer

L'addition pour les salariés ?

Depuis qu'elle s'inquiète de "l'explosion des coûts de la santé", la bourgeoisie n'a qu'un mot à la bouche : accroître la charge des cotisations, pénaliser le patient. Or ce n'est pas là, comme on vient de le voir, qu'est l'origine du mal.

Il y a d'abord des mesures sociales qui ne sont pas sans effet sur l'état de santé de la population. En premier lieu la diminution du temps de travail, l'augmentation des effectifs pour ne pas accroître la charge de travail, l'amélioration des conditions de santé au travail, le développement des transports publics au détriment de la route meurtrière, etc.

Dans le domaine de la politique de la santé, il faut distinguer les mesures destinées à modifier le mode de financement (afin de soulager le fardeau financier qui pèse sur les salariés) et celles touchant au mode d'organisation du système de santé qui devraient aussi bien en améliorer la qualité que permettre de contrôler les dépenses totales.

Or c'est l'organisation du système de santé qui doit être modifiée. Dans ce but, il faut envisager une planification nationale du système de santé, c'est-à-dire en supprimant l'autonomie de chaque hôpital comme de la médecine libérale et en la remplaçant par un système national de santé, basé sur des centres de soins par quartier. Ces centres devraient offrir à la population d'un quartier (environ 3 000 habitants) toute la gamme des soins ambulatoires et hospitaliers qui ne nécessitent pas une infrastructure technique lourde. Des hôpitaux spécialisés subsisteraient mais ils ne constitueraient plus le pivot de la politique sanitaire, comme c'est le cas actuellement.

La bourgeoisie pousse des cris de putois à propos de "l'explosion des coûts" mais les mesures qu'elle préconise ne touchent que très peu les dépenses totales. Celles-ci continuent à croître au même rythme. En revanche, la bourgeoisie s'en prend directement à la répartition du financement entre salariés (cotisations, franchises, participation de l'assuré) et l'Etat (subventions aux caisses-maladie et aux hôpitaux). En chargeant évidemment davantage les salariés ! De plus, dans le secteur hospitalier, elle rationalise au maximum la gestion.

Dès lors, c'est surtout le problème du financement qui est le plus directement ressenti par la population. Ici, il ne s'agit pas de la qualité des soins — tout à fait comparable à d'autres pays — mais de l'augmentation massive des cotisations aux caisses-maladie; elles doublent pratiquement tous les trois ou quatre ans, même si on les calcule en francs constants (inflation déduite). De nombreuses familles consacrent aujourd'hui annuellement un mois de salaire ou plus aux dépenses de santé. Avec les nouvelles propositions de la commission du Conseil national pour "la révision de la LAMA et l'allègement des coûts de la santé" — qui consistent à introduire une franchise annuelle de plusieurs centaines de francs, à augmenter la participation aux frais à 20 o/o et à l'étendre aux traitements hospitaliers, ainsi qu'à exiger des caisses-maladie qu'elles prennent en charge 50 o/o des frais d'exploitation des hôpitaux — nous assisterions non seulement à un doublement des cotisations, mais aussi à un accroissement massif des autres charges financières des patients (participation, franchise). Enfin, ce ne fut qu'avec une voix d'écart qu'une proposition émanant des assurances privées et prévoyant l'introduction d'un système bonus-malus fut écartée. Il ne s'agit plus simplement de diminuer les subventions de la Confédération aux caisses-maladie, mais bien d'une tentative de démantèlement pur et simple du système des caisses-maladie.

Il est donc indispensable que les organisations ouvrières passent à l'offensive, sur le plan national, dans le domaine de l'assurance-maladie. Tant pour étendre sa couverture (soins dentaires en particulier !) que du point de vue de son financement. Pourquoi ne pas reprendre la revendication avancée en 1974 par le Parti socialiste suisse (initiative "pour une meilleure assurance maladie", coulée par le conseiller fédéral — socialiste, lui aussi ! — Tschudi), à savoir un financement en fonction du revenu, comparable au système de l'AVS ?

Andreas Saurer



A consulter aussi :

- "Das Gesundheitswesen in der Schweiz", in *Pharma-Information*, 1983.
- Gigy/Henny, *Le Système suisse de santé*, 1977.
- Gehrad Kocher, *Gesundheitspolitische Information*, 1982, 1983.

LA SANTÉ EN CHIFFRES

Dépenses totales en 1980 : 14 milliards ou 9,5 o/o du PNB

Hôpitaux		
— exploitation	38 o/o	
— construction	6 o/o	
— industrie appareils médico-techniques	1 o/o	
— enseignement	5 o/o	soit 50 o/o
Médecins		
	20 o/o	
Dentistes		
	10 o/o	
Médicaments		
— pharmaciens	4 o/o	
— industrie pharmaceutique	6 o/o	soit 10 o/o
Divers (physiothérapie, chiropraticiens, soins à domicile, etc.)		
		10 o/o
Total		100 o/o

Recettes totales en 1980 : 14 milliards ou 9,5 o/o du PNB

Pouvoirs publics par imposition directe ou indirecte (Confédération : subventions aux caisses-maladie; cantons et communes : déficit des hôpitaux, subventions aux caisses-maladie)		
	42 o/o	5,9 mia
Assurances sociales (uniquement les cotisations sans les subventions ni participation ni franchise)		
	25 o/o	3,5 mia
Patients payant eux-mêmes et assurances privées :		
— franchise et participation	3 o/o	380 mio
— assurance maladie privée (dépenses)	3 o/o	370 mio
— assurance accident privée (dépenses)	4 o/o	600 mio
— médicaments sans ordonnance	5 o/o	700 mio
— dentistes	10 o/o	1 400 mio
— hôpitaux et médecins payés exclusivement par les patients	8 o/o	1 150 mio
	soit 33 o/o	4,6 mia
Total		100 o/o 14 mia

Où vont ces dépenses ?

Grande bourgeoisie (industrie de construction, industrie pharmaceutique, industrie des appareils médico-techniques)	13 o/o
Petite bourgeoisie (médecins, dentistes, pharmaciens, laboratoires)	44 o/o
Salaires du personnel hospitalier	35 o/o
Divers	8 o/o
Total	100 o/o

MEDECINE ET SOCIALISME
 Politiques sanitaires en Suisse et dans les sociétés capitalistes avancées

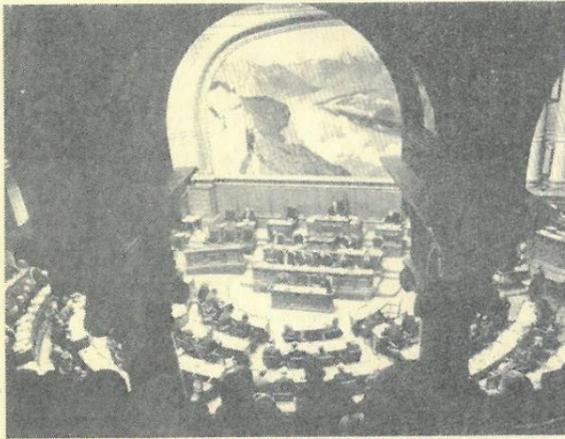
Alfredo Morabia

EDITIONS D'EN BAS

Livre paru à Lausanne en mai 1983, 196 pages, Fr. 24.-. En vente dans les bonnes librairies, dont la Librairie La Taupe, 22, rue Saint-Léger, Genève, et 8, rue de la Plaine, Yverdon.

Elections nationales dans le canton de Berne :

LES PRINCIPES ? À LA POUBELLE !



Que ne feraient-ils pas pour un petit siège de plus ?

Six réunions officielles à Bienne, d'innombrables discussions dans les bistrotts, des téléphones, des lettres, des séances de parti : lorsqu'il s'agit de sièges parlementaires les esprits s'agitent. Le résultat de cette effervescence dans le canton de Berne : les POCH, la liste Verte et le PSA (Parti socialiste autonome) Sud-Jura / Entente jurassienne ont décidé d'apparenter leurs listes. Le PSO et l'Alternative démocratique de Berne vont seuls au combat.

Proposition de liste unitaire

Au début de l'année nous avions proposé aux POCH et PSA la constitution d'une liste unitaire en vue des élections nationales. Le refus de ces deux partis suscita une deuxième proposition de notre part, à savoir l'apparementement des listes PSO/PSA/POCH/Parti socialiste. Le but était d'opposer les partis ouvriers au bloc des partis bourgeois. Le PSA a cependant à nouveau décidé de s'allier avec les partis de Furgler-Egli et Friedrich-Chavallaz, sous la forme d'une liste unitaire avec l'Entente jurassienne. Cela n'a pas empêché les POCH et les Verts de s'allier, par un apparementement, avec la liste PSA/Entente jurassienne.

Sous l'Entente, la droite

L'Entente jurassienne a pour base le regroupement "Unité jurassienne". On retrouve dans ce der-

nier des patrons de choc comme Charpiloz, propriétaire de Hélios à Bévillard. On se rappelle que ce patron, champion du séparatisme jurassien, exigea une diminution des salaires des travailleurs de Hélios. Autre exemple, plus récent : le président du Parti radical suisse (auquel se rattache le Parti radical du Sud-Jura, membre de l'Entente jurassienne), Yann Richter, est président de l'entreprise Tornos-Bechler qui vient de licencier 500 personnes à Moutier.

Quand l'extrême-droite pointe l'oreille

Quiconque prend la peine de fouiller dans les recoins du drapeau du séparatisme dans le Sud-Jura découvre des choses étonnantes. Des extrémistes de droite trouvent leur place sur la liste de l'Unité jurassienne et même dans le groupe parlementaire "libre" du Grand

Conseil bernois, constitué par les POCH, l'Alternative démocratique et les séparatistes.

Ainsi, Pierre-Alain Droz, député au Grand Conseil et candidat au Conseil national, a aiguisé sa plume d'étudiant dans les colonnes d'une revue d'extrême-droite neuchâteloise *Réaction*. Tandis que les POCH et le PSO organisaient la mobilisation dans la rue en défense de la révolution indochinoise, Droz écrivait que les combattants vietnamiens et Ho Chi Minh perpétreraient des massacres; les manifestants étaient, eux, qualifiés de : "... révolutionnaires, anarchistes, progressistes, communistes, maoïstes (...) chevelus pouilleux" (*Réaction* no 1, 1969).

Sur le mouvement de libération du Congo il écrivait en février 1970 un article cynique et raciste (*Réaction* no 6).

Alors que nous manifestions contre la dictature grecque, Droz chantait les louanges du régime, de sa "stabilité politique" et de la croissance de l'économie grecque (*Réaction* no 16, février 1972). Alors que nous défendions dans la rue les victimes de la répression franquiste en Espagne, Droz louait "... l'absolue sérénité du climat social permettant à cette jeune économie pleine de dynamique de poursuivre sa voie de progrès dans

la stabilité" (*Réaction* no 15, janvier 1972).

En janvier 1970 il se lança dans une diatribe enflammée destinée à sauver l'Occident : "Des théories subversives s'implantent progressivement, sans qu'aucun effort sérieux soit entrepris pour mettre fin aux propagandes qui insinuent la haine de la société au coeur de la jeunesse. (...) A l'aliénation intellectuelle et morale s'ajoute l'aliénation physique, réalisée par la drogue : arme idéale pour préparer l'écroulement final" (de l'Occident, réd.) (*Réaction*, janvier 1970).

Droz avait 25 ans lorsqu'il commit ces écrits, un âge respectable pour un étudiant, qui exclut l'excuse de l'impulsivité juvénile. Il se retrouve aujourd'hui chez les radicaux, et pas très apprécié à ce qu'il paraît. Et maintenant la carte du séparatisme devrait permettre de lui accoler l'étiquette de "progressiste". Les principes dans tout cela ne font que piètre figure. Disons-le tout net : en acceptant d'aussi mauvais voisins électoraux, les POCH et le PSA poursuivent une tradition qu'ils décrient eux-mêmes : la politique politicienne où seuls comptent les manœuvres électorales et non les principes, ni les programmes.

A bon entendeur, salut !
correspondant bernois

Canton de Vaud :

L'Entente vaudoise à l'offensive

Libéraux, radicaux et PAI-UDC, les partis de l'Entente vaudoise, ont les dents longues : sur la lancée de leurs succès électoraux récents, aux niveaux communal et cantonal, ils mènent campagne "à l'américaine", agitant tour à tour le spectre de Mitterrand et un anticommunisme primaire. Mobilisation bourgeoise qui vise à faire reculer la gauche : Reagan et Thatcher font des petits... d'autant que, dans le tandem libéral-radical, ce sont les premiers qui ont surtout le vent en poupe. La présentation d'une liste de l'Action nationale contribuera également à affaiblir la gauche, le renforcement de sentiments xénophobes dans les rangs ouvriers faisant le jeu du patronat et de la droite.

Face à une gauche traditionnelle paralysée

Le Parti socialiste vaudois (PSV) et le Parti ouvrier et populaire (POP) ont conclu un apparementement de leur liste et présentent un seul candidat au Conseil des Etats, le conseiller d'Etat socialiste D. Schmutz. Sur la défensive, ces partis ont bien de la peine à se présenter comme une opposition et à expliquer comment répondre à l'Entente, alors que deux socialistes siègent au gouvernement cantonal et cautionnent ainsi la politique des partis de l'Entente, entre deux campagnes électorales !

Le PSV comme le POP ont refusé les propositions d'apparementement faites par Alternative démocratique et le PSO vaudois. Ainsi la gauche se présente divisée à la bataille, PSV et POP prenant la responsabilité d'opposer au front uni des partis de droite, le ventre mou de leur politique des "petits pas".

Alternative démocratique (AD) : "Choisir sa vie, choisir les Verts"...

... pour aller... dans le bleu de la coupole fédérale !
Confronté au Groupement pour

l'environnement (GPE) de Brélaz, les Verts "alternatifs" présentent une liste avec en tête Anne-Catherine Menétrey. Apparaissant pour la première fois lors de ces élections nationales, AD présente un programme à géométrie variable, se refusant à désigner clairement qui il faut combattre et comment. Programme électoral, qui ne souffle mot par exemple de la situation des travailleurs immigrés. Il est vrai que ce ne sont pas des électeurs potentiels pour les Verts alternatifs !

La candidature d'AD au Conseil des Etats, celle de l'écrivain G. Cherpillod, qui doit "permettre d'offrir un choix plus large aux électeurs" et "d'éviter une élection au premier tour" est symptomatique de cette orientation.

Malgré nos divergences, le PSO vaudois a proposé à AD un apparementement de liste pour le Conseil national, si l'apparementement avec toute la gauche n'était pas possible. Refus d'AD qui prend ainsi la responsabilité de la non-élection possible d'un(e) conseiller(ère) national(e) exprimant une volonté de résistance à la politique bourgeoise, en dehors des partis de la gauche traditionnelle.

Le PSO vaudois : pour une entente ouvrière et populaire

Avec 17 candidat(e)s au Conseil national — dont une travailleuse licenciée d'HPI Yverdon — et une candidate au Conseil des Etats, Nicole Lehmann-Gigon, le PSO vaudois mène campagne pour que se développe un large front de résistance aux attaques de la droite (retour à une école d'élite, formation professionnelle au rabais, hémorragie de places de travail, blocage du personnel). La division de la gauche dans ces élections ne contribuera certainement pas à faciliter le développement d'une telle force de mobilisation et d'action, pourtant indispensable à la défense des intérêts des salariés.

Contre l'Entente bourgeoise, pour une entente ouvrière et populaire !

Votez PSO-La Brèche, liste no 3 au Conseil national et Nicole Lehmann-Gigon au Conseil des Etats.

J.-M. Dolivo

Elections nationales à Genève :

PS, PdT et PSO APPARENTÉS

L'assemblée générale du Parti socialiste genevois, réunie le 1er septembre, a décidé à une forte majorité d'apparenter les trois listes de la gauche : Parti socialiste (PS), Parti du travail (PdT) et Parti socialiste ouvrier (PSO). Contrairement aux élections cantonales d'il y a deux ans, le Parti du Travail ne s'y opposait pas. Pour la première fois donc, à Genève comme sur le plan suisse, les travailleuses et travailleurs pourront voter pour l'un des partis de gauche sans qu'aucune voix ne soit perdue au décompte final en faveur de listes bourgeoises.

Tel est, en effet, le sens d'un apparementement. Chaque parti conserve son identité, son programme propre. Nous restons par exemple opposés — comme de nombreux socialistes d'ailleurs — à la participation socialiste aux exécutifs cantonaux ou fédéral. Nous défendons, dans cette campagne électorale comme dans toute notre activité politique, la nécessité d'une politique active du mouvement ouvrier, partis et syndicats, qui fasse confiance à la mobilisation des travailleurs et non à la "paix du travail" ou à la collaboration parlementaire. Nous continuons aussi à défendre les intérêts des travailleurs, partout dans le monde, y compris ceux de Solidarnosc.

Un apparementement ne cache rien de ces désaccords. Mais il traduit clairement une volonté commune : manifester ensemble la volonté de lutter contre la droite — les partis du patronat — chaque fois que cela est possible. Plusieurs actions communes l'ont déjà montré : initiative pour l'abaissement de l'âge de la retraite avec le Parti du travail, initiative pour le droit de référendum sur les crédits militaires avec le Parti socialiste, par exemple. Le PSO a d'ailleurs chaque fois montré, autour de tels objectifs précis, qu'il savait engager une action commune des organisations ouvrières. L'apparementement électoral n'est que la confirmation de cette même politique.

Il devrait donc aller de soi entre partis de gauche. Or on est loin de ce compte sur le plan national. A Zurich, le PSO, les POCH et le PdT sont apparementés, tandis qu'à Bâle le PdT ne souhaite pas cet accord avec nous. Au Tessin, où le PdT renonce pour la première fois à se présenter, l'apparementement se fera entre le PSO et le Parti socialiste autonome. Dans les cantons de Vaud et Neuchâtel, l'apparementement avec le PSO est refusé tant par le PS que le PdT/POP. Vérité au bout du lac ne l'est plus 60 ou 100 km plus loin ?

Les élections fédérales seront difficiles pour la gauche. La très faible capacité d'action des organisations ouvrières en est la principale cause. L'apparementement montre une volonté commune de mettre toutes les forces ensemble pour s'opposer aux partis bourgeois et au patronat. Une politique que nous n'avons cessé de défendre et qui devrait aller au-delà du seul apparementement électoral.

Michel Thévenaz,
5 septembre 1983

Pologne :

Lan dernier des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes imposaient dans plus de 60 villes leurs manifestations aux zomos.

Dix mois plus tôt, le 13 décembre 1981, le coup d'Etat militaire les avait éparpillés. Les chefs d'un parti qui se dit communiste déchaînaient leurs forces de répression contre les ouvriers, partisans de la république autogérée, de la république des travailleurs. Le 31 août 1982, les militants et sympathisants du syndicat sanctionnaient l'échec des bureaucrates qui n'étaient pas parvenus à les disperser.

Les événements du 31 août allaient-ils se répéter ? Solidarność a changé; ses forces regroupées, le syndicat se prépare pour une lutte à long terme. Le 22 juillet, la dictature de la bureaucratie changeait de peau. L'état de guerre était levé. Mais quelle paix le remplaçait ? Des lois taillées sur mesure pour briser les reins du mouvement ouvrier. Avec son expérience déjà longue de la résistance, Solidarność a appris à agir en économisant ses forces.

Ces forces sont aujourd'hui considérables. De récents témoignages nous ont appris que dans les entreprises 60 à 80 o/o des travailleurs paient leurs cotisations, malgré l'illégalité, la clandestinité... Quel syndicat dans quel pays capitaliste peut se prévaloir de tels résultats ? A la veille des journées du 31 août, le RKS (comité régional de grève) de Basse-Silésie procédait à une enquête auprès des militants

La longue lutte de Solidarność

pour définir les actions à entreprendre. En trois jours, 3 000 réponses étaient rassemblées !

Cynique et amer, le Vice-premier ministre Rakowski s'adressait le 25 août dernier aux ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk : "Aujourd'hui la Pologne est différente de ce qu'elle était avant le 31 août 1980 et elle continue à se transformer dans le sens des accords sociaux". Se vante-t-il ou se lamente-t-il ?

Les quolibets qu'il essuie et la colère qu'il soulève en disent long. En effet les Polonais ne sont plus prêts à subir passivement ce régime parasite. Les manifestations de cette année n'ont plus à apporter la preuve de la détermination ouvrière pour ressouder des rangs disloqués.

C'est au contraire Solidarność qui contraint le pouvoir à lui répondre. Annonçant la grève perlée, la préparation de la commémoration du troisième anniversaire, exigeant la réouverture des négociations, les militants mettent le général en demeure de réagir. Et c'est ainsi que l'on vit les chefs de ce régime banqueroutier insulter les travailleurs : "Vous n'êtes que des naïfs, des ridicules, des nostalgiques défaits", "Nous vous matraquerons si vous manifestez" sont les seules réponses de cette direction aux offres précises de négociation.

Ce ne sont plus par centaines de milliers que des manifestants courageux ont affronté la milice pour conforter leurs concitoyens dans leur détermination. Ce 31 août ce sont tous les Polonais qui ont répondu aux mots d'ordre élémentaires de Solidarność (boycotter la presse, les transports publics, arborer les couleurs par une pièce de vêtement).

Refusant la négociation avec le syndicat dissous, le pouvoir a néanmoins dû ouvrir sa presse aux propositions de Walesa. Incapable d'y répondre, il établissait son illégitimité.

Aujourd'hui, en Pologne, un syndicat indépendant, de masse, organise le combat quotidien des travailleurs. Il est illégal et se donne les moyens de fonctionner dans ces conditions. Il se prépare à riposter massivement à toute tentative des autorités de réduire les acquis des travailleurs.

Solidarité !

K. Grünberg

Solidarność vit et lutte ! Il faut poursuivre notre soutien : 100 000 francs pour Solidarność.

Solidarność, le mouvement ouvrier et social le plus important en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale, lutte pour un socialisme démocratique et pour le respect des droits syndicaux et politiques. Pour continuer cette lutte, les structures clandestines du syndicat ont besoin de notre soutien financier !

L'appel lancé en novembre 1982 ayant atteint son objectif de 50 000 francs, il faut maintenant franchir le seuil des 100 000 francs !

Versements sur CCP 80 - 43063, Coordination nationale
Solidarité avec Solidarność, mention "Solidarność".

Delegacja NSZZ Solidarność, Zurich
Coordination nationale "Solidarité avec Solidarność"
Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est/
Sozialistisches Osteuropakomitee

Italie :



De Mita, secrétaire de la Démocratie chrétienne, prenant connaissance des résultats électoraux de son parti.

L'effritement de la Démocratie chrétienne

Le bilan des élections italiennes peut se résumer ainsi : effondrement de la Démocratie chrétienne qui connaît ses pertes électorales les plus fortes de l'après-guerre, et maintien de l'électorat du PCI (Parti communiste italien), après des années d'érosion.

Ces résultats traduisent de manière déformée les deux phénomènes qui caractérisent le plus la situation politique italienne : une crise de direction politique de la bourgeoisie qui ne cesse de s'approfondir, et un maintien de la combativité de la classe ouvrière.

Crise de la direction politique bourgeoise

La Démocratie chrétienne (DC) est issue d'un bloc social regroupant, après la guerre, catholiques, agrariens et bourgeoisie industrielle face à la rapide croissance de l'influence du PCI à la Libération. Ce consensus social conservateur, qui a constitué le pilier du pouvoir bourgeois, s'est progressivement érodé, miné par la modification de la structure sociale italienne, les scandales financiers, la mafia industrielle et les scandales politiques (en particulier la découverte de la loge maçonnique Propaganda Due - P2 - constituant un véritable gouvernement fantôme et impliquée dans la stratégie de tension d'extrême-droite des années soixante-dix). A tous ces phénomènes s'ajoute la crise du catholicisme, qui assurait l'implantation populaire de la DC.

La DC perd des points dans tout le pays et en particulier dans ses places fortes : la Vénétie et le Sud. Une partie de son électorat est récupérée par le Mouvement social italien (MSI) d'extrême-droite, qui consolide une poussée vérifiée depuis plusieurs années (à Naples en particulier où il recueille 20 o/o des voix). L'autre partie des voix s'est portée sur les petits partis bourgeois du "centre" (Républicains, Libéraux) et les socialistes (PSI), fragmentant ainsi la représentation bourgeoise au parlement avec une conséquence majeure : la DC ne peut plus être, avec 32 o/o des suffrages, le noyau solide de coalitions politiques gouvernementales écartant le PCI du pouvoir.

Maintien de la combativité ouvrière

Le vote PCI est celui du refus de l'austérité, mais aussi le fruit d'une campagne électorale centrée sur "l'alternative de gauche" à la DC à partir d'une alliance PCI-PSI. L'abandon du "compromis historique" - qui aurait dû sanctionner une alliance DC-PCI - au profit d'une formule gouvernementale signifiant aux yeux des masses - même si ce n'est pas exactement la conception qu'en a le PCI lui-même - la constitution d'un gouvernement des partis ouvriers a joué un rôle décisif pour freiner la dégringolade électorale du PCI.

Les travailleurs italiens sont loin d'être battus ou irréversiblement démoralisés. Ils l'ont montré en janvier dernier. Ils le prouvent avec leur vote qui donne près de 43 o/o des voix aux partis de gauche. C'est aussi ce qu'exprime l'échec relatif du PSI qui n'a pas obtenu la victoire électorale qu'il espérait. Misant sur une réaction conservatrice modérée des travailleurs et des "classes moyennes" il avait centré sa campagne sur le refus de "l'alternative de gauche" en faveur d'une alliance privilégiée avec la DC.

Le succès de la liste Démocratie prolétaria, regroupant l'organisation du même nom et la Ligue communiste révolutionnaire (section italienne de la Quatrième Internationale - le poids politique réel de ces deux organisations étant inversement proportionnel à la longueur de leur nom) exprime l'existence d'un courant combatif à la gauche du PCI, constitué de syndicalistes et de jeunes. L'accord électoral uni-

taire a eu un effet stimulant sur le choix de cette liste, et il est très probable que les deux organisations séparées n'auraient pas obtenu en additionnant leurs résultats un score aussi significatif.

Enfin le vote pour la liste du Parti radical (qui appelait les électeurs à voter blanc !) traduit également un phénomène positif : celui de la défense des droits démocratiques symbolisée par la présence sur cette liste de Toni Negri, depuis plusieurs années en détention préventive, étant accusé par un magistrat d'être le "chef idéologique" de l'Autonomie ouvrière, et par extension des Brigades rouges et qui se retrouve aujourd'hui député.

Pronostic : alternance d'orages et d'éclaircies ?

La Confindustria (syndicat patronal) s'est engagée depuis deux ans dans une offensive très sévère contre le mouvement ouvrier qui a culminé avec l'attaque contre l'échelle mobile des salaires l'hiver dernier (cf. *La Brèche* no 289 du 15 janvier 1983 et no 290 du 29 janvier 1983). En juillet elle a refusé de signer le contrat collectif national de la métallurgie, adoptant une attitude dure même par rapport au compromis proposé par le ministre démocrate-chrétien du gouvernement Fanfani, et accepté par les syndicats.

Le patronat italien comptait sur ces élections pour modifier le rapport de forces politique après avoir obtenu une série de victoires sur le plan social. Les résultats électoraux l'ont frustré de cette espérance. La crise politique s'est accentuée. Le nouveau gouvernement constitué par le socialiste Craxi est plus instable que le précédent. Le PCI sort relativement renforcé de ces élections et s'oppose à un gouvernement dont l'échec ouvrirait la voie à l'"alternative" qu'il propose. Le succès électoral de la gauche pourrait se traduire sur le plan social par une combativité accrue dans la lutte contre l'austérité, le chômage et contre l'installation des missiles à la base sicilienne de Comiso.

A. Milani, 11 août 1983

Proche-Orient :

Le Kurdistan, une nation dans cinq Etats



Peshmergas kurdes en Irak, dans la région de Rawanduz, en octobre 1974.

Les Kurdes ne sont pas simplement opprimés; en Turquie et en Iran, leur existence est en outre niée. En Turquie, il n'y a officiellement que des "Turcs montagnards", des "Anatoliens de l'Est" ou des "séparatistes"; en Iran, ils sont diffamés en tant qu'"alliés de l'impérialisme". Pour les réprimer, des Etats comme la Turquie toute dévouée à l'OTAN et l'Irak "progressiste et non-aligné" n'ont pas craint de s'allier, en se concédant mutuellement le droit de poursuivre les combattants kurdes par delà leurs frontières respectives. Ce qui débouchera sur une brutale répression militaire turque en mai-juin 1983 en territoire irakien.

L'oppression et la répression des Kurdes, disséminés dans cinq Etats, sont les plus dures en Turquie, où le Kurdistan est un avant-poste essentiel de l'OTAN et des Etats-Unis face à l'Union soviétique. L'"Anatolie de l'Est" n'a reçu en 1970 que le 0,12 o/o de toutes les dépenses gouvernementales turques. La majorité des 5 000 prisonniers turcs menacés de mort sont des Kurdes. Sur les 700 habitants d'un village kurde, 200 furent condamnés à mort après le coup d'Etat des généraux. L'article ci-dessous trace à grands traits l'histoire tragique de ce peuple.

Les différentes principautés et seigneuries kurdes, qui jouirent jusqu'au Moyen Age d'une relative autonomie, tombèrent toutes au cours du XIXe siècle sous le joug de l'Empire perse ou sous celui de l'Empire ottoman. La tactique séculaire des Kurdes, consistant à naviguer de l'un à l'autre des deux grands empires pour conserver ainsi une certaine autonomie, fut définitivement battue en brèche. La naissance du mouvement national kurde contre la domination persane ou turque date du XIXe siècle lorsque plus d'une douzaine d'insurrections kurdes secouèrent l'Empire ottoman. Ces insurrections avaient en commun la revendication du respect du particularisme kurde. La direction de ces mouvements appartenait aux seigneurs "féodaux" kurdes, surtout préoccupés de leur propre bourse : les chefs kurdes étaient excédés par les tributs réclamés par l'envahisseur ottoman.

La division impérialiste du Kurdistan

Au tournant du siècle, des intellectuels kurdes lancèrent plusieurs publications et associations. Leur objectif était de stimuler la conscience nationale kurde parmi toutes les couches de la population. C'est ainsi que naquirent par exemple "Relèvement et progrès du Kurdistan" et le "Comité kurde pour la diffusion de l'instruction". Mais dès 1909, le gouvernement turc serrait de nouveau la vis : après une campagne virulente contre toutes les nationalités non turques, il interdit d'un coup toutes les associations et toutes les publications kurdes. En 1908 et en 1915, 1,5 million de Kurdes tombèrent victimes de la terreur turque.

La défaite de l'Empire ottoman — allié de l'Allemagne — dans la Première Guerre mondiale souleva de nouveaux espoirs dans la population kurde, désireuse d'obtenir son propre Etat. Les puissances impérialistes victorieuses, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France ne l'entendaient toutefois pas de cette oreille; elles se répartirent le Proche-Orient au gré de leurs intérêts. En 1920, elles promettaient encore aux Kurdes une "autonomie locale pour les régions où l'élément kurde est dominant". Trois ans après, le Kurdistan fut dépecé en trois parties sur la table de négociation. La Grande-Bretagne et la France s'approprièrent les régions qui forment aujourd'hui l'Irak, l'Irak et la Syrie. La plus grande partie du Kurdistan resta sous domination turque.

Les insurrections contre la domination turque

Durant l'entre-deux-guerres, la partition du Kurdistan en quatre parts (Turquie, Iran, Irak et Syrie) provoqua plusieurs soulèvements kurdes, surtout dans la zone turque. Comme en 1927 où le régime d'Atatürk mit deux ans — malgré des livraisons massives d'armement de la Grande-Bretagne — pour mettre au pas le Kurdistan. En 1930, un autre soulèvement kurde, à la frontière de l'Iran, fut réprimé par une action commune des armées turque, britannique et iranienne. Une dernière insurrection en territoire turc fut réprimée de manière sanglante en 1938, entraînant la déportation et la destruction de villages entiers. Le centre de gravité de la résistance kurde se déplaça après la Seconde Guerre mondiale en Iran et en Irak.

A lire sur ce thème

Les Kurdes et le Kurdistan, ouvrage collectif sous la direction de Gérard Chaliand, Maspéro, 1981 (PCM no 247).
Livio Maitan, "La Question kurde", in *Quatrième Internationale*, no 9, juillet-août-septembre 1982.
"La Lutte du peuple kurde en Iran", entretien avec cheikh Ezzadin Hosseini, in *Inprecor*, no 142 du 31 janvier 1983.
"Les Kurdes irakiens face à la guerre au Proche-Orient", entretien avec un représentant de l'Union patriotique du Kurdistan, in *Inprecor*, no 148, du 25 avril 1983.

Le Kurdistan républicain et indépendant

Les Kurdes sous domination iranienne poursuivirent immédiatement après la Seconde Guerre mondiale la tradition combattive des Kurdes de Turquie. Alors que le gouvernement central de Téhéran était encore affaibli par le conflit mondial, les Kurdes iraniens proclamèrent une république indépendante. La ville de Mahabad, située près de l'intersection des frontières entre la Turquie, l'Iran et l'Irak, devint la capitale de la première république kurde.

A la tête de ce mouvement se trouvait le PDK (Parti démocratique du Kurdistan), récemment fondé et soutenu aussi par les Kurdes de Turquie et d'Irak. Après onze mois d'existence seulement, cette république

kurde fut écrasée par le gouvernement central de Téhéran, avec l'aide des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Dans le cadre de leur politique d'encerclement de l'Union soviétique, les Etats-Unis ne voulaient pas laisser subsister des Etats qu'ils ne contrôlaient pas. En outre, l'existence d'un Etat kurde indépendant aurait mis en danger la Turquie, futur membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Barzani : Kurdes contre Kurdes

La faiblesse principale du nationalisme kurde se manifeste avec évidence dans l'histoire de la résistance kurde en Irak : dans la plupart des cas, les Kurdes ne cherchent des solutions que pour une seule des régions kurdes, indépendamment — voire même sur le dos — des Kurdes des autres Etats limitrophes. Cette ligne correspond aussi à l'attitude traditionnelle qui veut que l'on essaie d'obtenir l'autonomie ou l'indépendance grâce aux grandes puissances ou par l'appui d'un des Etats de la région.

Le meilleur exemple nous est fourni par la résistance kurde en Irak sous la direction du chef légendaire Barzani. En 1946, lorsque la république autonome du Kurdistan était encore en vie, Barzani fonda une section du PDK en Irak, qui se mit cependant à suivre rapidement une politique indépendante et portant tort aux intérêts d'ensemble des Kurdes. Après la défaite de la république kurde en Iran, Barzani se réfugia en Union soviétique, sa section du PDK en Irak étant durement réprimée par un monarque pro-occidental. En 1958, une fois la monarchie renversée par de jeunes officiers regroupés autour du général Kassem, Barzani revint de son exil moscovite. Le régime de Kassem était soutenu par l'Union soviétique et accorda — pour une brève période — une entière liberté d'action aux Kurdes irakiens et au Parti communiste. Après un bref intermède "anti-impérialiste", Kassem relança la persécution des Kurdes et de la gauche. Alors qu'une partie des combattants kurdes passait en Iran, Barzani organisa en Irak le "bastion kurde", qui résista aux troupes irakiennes jusqu'en 1975. Barzani s'appuya durant toute cette période sur une aide massive de la CIA et du Shah d'Iran. En même temps, les Kurdes d'Iran étaient brutalement réprimés et entraient en relation avec le gouvernement irakien, qui, pour sa part, massacrait "ses" Kurdes. Les Kurdes iraniens et le gouvernement irakien faisaient ainsi face aux Kurdes irakiens alliés au Shah d'Iran!

Le dénouement fut amer et surprenant pour les rebelles de Barzani : en 1975, le Shah, grâce aux bons offices de l'Algérie, passait un accord avec l'Irak (l'Irak obtenait entre autres quelques îles stratégiques dans le golfe Persique) et laissait tomber en quelques heures les Kurdes d'Irak. Après quelques semaines, la résistance kurde s'effondrait.

Peshmergas et Komala

Les Kurdes iraniens jouèrent un rôle de premier plan dans la chute du Shah en 1979. Le PDK et le groupement marxiste "Komala" (Comité) représentent aujourd'hui la majorité de la population kurde en Iran. Lors des

POUR UN KURDISTAN UNIFIÉ ET SOCIALISTE

Le fait national kurde n'est — hormis dans les quatre Etats oppresseurs, la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie — généralement pas mis en doute. Voici ce qu'en dit Maxime Rodinson, orientaliste et marxiste renommé, spécialiste du Proche-Orient :

"Les droits du peuple kurde ne devraient faire de doute pour personne. Voici un peuple bien spécifique, parlant une langue bien définie (quoi qu'on en dise en Iran), vivant sur un territoire cohérent, doté d'une culture particulière, refusant dans sa masse une assimilation culturelle à laquelle on veut le contraindre, ayant montré mille fois depuis plus d'un siècle sa conscience de former un groupe ethnico-national particulier qui a vocation à des institutions politiques propres, qui a droit à exercer son autonomie de décision." (Préface du recueil *Les Kurdes et le Kurdistan*, p. 10)

Par contre, le droit à un Etat pour la nation kurde est généralement beaucoup plus souvent dénié. Son application déstabiliserait la Turquie (et donc l'OTAN), l'Iran, et l'Irak. En outre, elle mettrait en cause les accords de Yalta signés entre l'Union soviétique de Staline et l'impérialisme, qui ne laissent aucune place à un quelconque Kurdistan indépendant.

La IVe Internationale est, mondialement, l'unique organisation non kurde qui place le droit des Kurdes à un Etat indépendant et unifié au-dessus de la "coexistence pacifique" et de la raison d'Etat des cinq pays concernés.

élections qui suivirent la chute du Shah, le PDK recueillit entre 80 et 85 o/o des suffrages exprimés au Kurdistan.

La branche militaire du PDK rassemble 12 000 Peshmergas ("ceux qui regardent la mort en face") armés et 60 000 miliciens. Ses mots d'ordre dans sa lutte contre le régime de Khomeiny sont "Démocratie en Iran — Autonomie pour les Kurdes". Aujourd'hui encore, le souvenir de la République kurde de 1946 est vivant dans ses rangs. En 1981, le PDK a rallié le Conseil national de la résistance, cet organisme politique formé par l'ex-président iranien Bani Sadr et les Moudjahidines du peuple.

La seconde organisation de la résistance kurde s'appelle "Komala" et compte environ un millier de combattants. Ses places fortes sont localisées dans la partie sud du Kurdistan iranien; cette organisation est d'origine maoïste. Komala considère que la politique de la direction du PDK est trop modérée et critique surtout son pacte avec Bani Sadr. De fait, les déclarations du Conseil national de la résistance de Bani Sadr en ce qui concerne une future autonomie du Kurdistan sont extrêmement vagues. En outre les partisans de Komala n'ont pas non plus oublié que c'est justement Bani Sadr qui, jusqu'à sa chute, a commandé la première phase de la guerre contre le peuple kurde en Iran.

Peter Huber

Moi, Rigoberta Menchú



Les lecteurs de *La Brèche* connaissent déjà Rigoberta Menchú, cette Indienne Quiché du Guatemala. C'est en effet elle qui déposera un témoignage hallucinant, devant le Tribunal permanent des peuples, sur la répression qui frappa sa famille (voir *La Brèche* no 295 du 9 avril 1983). Dans cet ouvrage — justement sous-titré *Une vie et une voix, la révolution au Guatemala*, car les trois termes sont effectivement inextricablement mêlés¹ — Rigoberta Menchú nous parle de tout ce qui fait sa vie et sa lutte. Des cérémonies, des rites — certains gardés secrets aujourd'hui encore — qui nourrissent la sauvegarde de l'identité indienne. De la vie dans l'*altiplano* (haut-plateau) et des conditions de travail dans les *fincas* (plantations). De la lutte contre les grands propriétaires fonciers et le gouvernement à leur dévotion. Malgré les références bibliques de Rigoberta Menchú, n'allez pas chercher dans ce livre un quelconque catéchisme figé. C'est, tout au contraire, la vie — quelquefois à l'état brut — qui l'irrigue. Contre la mort, celle des forces de répression, celle de l'exploitation forcenée.

Aujourd'hui représentante en exil du "Front populaire 31 janvier", Rigoberta Menchú est aussi militante de l'"Organisation des Chrétiens révolutionnaires — Vicente Menchú". Vicente Menchú, devenu héros national des Indiens guatémaltèques, fut l'un des occupants de l'ambassade d'Espagne à Ciudad-Guatemala en janvier 1981. Cette occupation avait pour but de faire connaître au monde la situation des paysans pauvres, des travailleurs agricoles et plus particulièrement des Indiens du Guatemala. Tous ses participants, près d'une centaine, furent brûlés vifs. Et Vicente Menchú était le père de Rigoberta; tous deux étaient alors des militants du CUC (Comité d'Unité paysanne).

La terre et le travail

Une bonne partie du livre de Rigoberta Menchú est consacrée à expliquer comment les Indiens guatémaltèques en sont venus à lever le drapeau de la rébellion. A montrer comment une exploitation et une oppression — pourtant plus que centenaires — ont fini par déclencher, malgré les massacres, une révolte aux racines infiniment profondes.

Bien sûr, les Indiens ont toujours résisté. Mais, la plupart du temps, sous une forme surtout passive, en sauvegardant le maximum de traits de leur identité ethnique, nationale. D'où l'importance des rites, des coutumes, des attitudes longuement décrits par Rigoberta. Mais cette fois l'affaire se présente différemment, car c'est de résistance active, y compris armée, qu'il s'agit.

Le travail d'explication et d'organisation des forces révolutionnaires guatémaltèques n'y est certes pas étranger. Mais, d'abord, il y a le

fait que, pour la première fois sans doute, le lien entre l'oppression nationale des Indiens et leur exploitation sociale apparaisse de manière évidente et soit compris comme tel.

D'une part, il y a les huit mois de travail annuel dans les plantations, là où l'on répand les insecticides directement sur les travailleurs. Indiens ou doryphores, quelle différence ? "Deux de mes frères sont morts dans la finca. Le premier, qui était l'aîné, s'appelait Felipe, et je ne l'ai jamais vu. Il est mort quand ma mère a commencé à travailler. Ils avaient traité le café par fumigation, avec l'avion, comme ils ont l'habitude de le faire pendant que nous autres nous travaillons, et alors mon petit frère n'a pas supporté l'odeur de la fumigation, et il est mort intoxiqué. Le deuxième, celui-là, oui j'ai vu sa mort. (...) en fait mon frère avait son ventre tout enflé à cause de toute la malnutrition dont il souffrait (...) Et il arrive un moment où ma maman ne s'occupait même pas de lui, parce que, si elle le soignait, ils lui enlèvent son travail à la finca. Dès le premier jour que nous étions dans la finca, mon petit frère était mal, très mal. Ma maman a continué à travailler, et nous aussi. Il a duré quinze jours, mon petit frère."

D'autre part, il y a l'appétit insatiable des propriétaires fonciers, qui sans cesse sont à l'affût des terres défrichées et cultivées par les Indiens. "Mon père a lutté vingt-deux ans pour nous défendre, pour livrer sa lutte héroïque contre les propriétaires terriens qui voulaient nous dépouiller de la terre, nous et nos voisins. (...) Alors, les García sont venus, les propriétaires terriens, et ils ont commencé à mesurer la terre de notre village. Ils ont amené des inspecteurs, des ingénieurs,

je ne sais même pas qui diable. Des gens qui selon eux étaient du gouvernement. Et au Guatemala, s'il s'agit du gouvernement, ça veut dire que nous autres nous ne pouvons rien faire contre eux (...)"

La Bible et la résistance

Dans cette situation, le pas vers l'organisation collective, vers la résistance populaire peut être vite fait. Il suffit quelquefois de peu. Ici du rappel des luttes héroïques des ancêtres contre les "conquistadores". Là d'un contact avec les syndicats ouvriers. Ailleurs encore, d'un cours de... catéchisme. "Comme je disais, pour nous la Bible est une arme essentielle qui nous a appris à faire beaucoup de chemin. Et qui sait, ça vaut peut-être pour tous ceux qui se disent chrétiens, mais les chrétiens en théorie ne comprennent pas pourquoi nous autres nous lui donnons une autre signification, précisément parce qu'ils n'ont pas vécu notre réalité. (...) Nous avons le cas du texte de l'Exode qui est quelque chose que nous avons étudié; nous l'avons analysé. Il s'agit beaucoup de la vie de Moïse, qui a essayé d'arracher son peuple à l'oppression, qui a essayé de tout faire pour que ce peuple soit libéré. Nous autres, nous comparons le Moïse de ce temps-là aux 'Moïses' de maintenant que nous sommes." Voilà un genre de paroissiens qui n'a pas fini de troubler le sommeil du Vatican et contre lequel Jean-Paul II peste du reste régulièrement...

D'autant plus que pas un instant Rigoberta ne perd son solide sens de classe : "Moi, dissipant mes doutes, je demandais aux religieuses : 'Et si on lutte contre les riches, qu'est-ce qui arriverait ?' Alors les religieuses essayaient de dévier de cette idée. C'était avec des intentions, ou peut-être c'était sans intention. Mais de façon à ce que personne n'éclaire ces doutes." On vous l'a dit en introduction : un livre plein de vie, avec toutes ses richesses et ses contradictions. Et un combat qui mérite et demande notre soutien le plus résolu.

Eric Peter



1. Elisabeth Burgos, *Moi, Rigoberta Menchú. Une vie et une voix, la révolution au Guatemala*. Paris, Gallimard, 1983 (coll. Témoins).

On notera la curieuse pratique qui consiste à faire apparaître celle qui a recueilli les déclarations de Rigoberta comme l'auteur du livre. Ethnocentrisme pas mort...

ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-
MÊMES

EVILARD (près de Bienne)

Maison communale
du ve 16 au di 25 sept. : *Humour 2533*, expositions de dessins, cartoons (Barrigue, Pecub, etc.), bédés; spectacles. sa 17, 20h.25 : *Peter Wyssbrodt*, mime présente *Le grand départ*. di 18, 17h.03 : *Fulvio*, clown présente *Fulviolités*. ve 23, 20h.25 : *Yolande Moreau*, comique présente *One Woman Show*. Fr. 10.—, enfants : Fr. 5.—.

LAUSANNE et VAUD

Collectif Théâtre Onze, 11, rue des Deux-Marchés du ma 13 au sa 17 sept., 21h. : *musique et chants des Bauls du Bengale (Inde)*. 021 / 23 91 72.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
20h.30. ma 13, me 14 : *Alexandre*, de Jean-François Amiguet (CH, 1983). ve 16, sa 17 : *Violanta*, de Daniel Schmid (CH, 1977). ma 20, me 21 : *Farinet*, de Max Haufler (CH, 1938).

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville
ve 16, sa 17, di 18 sept., 20h.30 : *Danton*, de Andrzej Wajda (Pologne/France, 1982).

GENÈVE Théâtre Permis C, ruelle du Couchant jusqu'au sa 1er oct., 21h. (di et lu relâche) : deux

pièces courtes de Gerald Lucas, *Sylvie et Luciole*, jouées par Mathieu Chardet et Graciela Sawicki.

7e Festival du Bois de la Bâtie

du ve 16 sept. au di 2 oct. : le Festival du Bois de la Bâtie est divisé en deux parties : deux temps et deux sortes de lieux.

Premier temps, premier lieu, ve 16, sa 17, di 18 sept. : le festival est au Bois de la Bâtie, trois jours de fête gratuite, concerts, spectacles, bals à La Colline, l'Étang, la Prairie ou les Bois.

Deuxième temps, autre lieu, du me 21 sept. au di 2 oct. le festival est en ville, dans dix salles de spectacles. Pour ces spectacles, il faut acheter sa carte de festivalier : Fr. 50.—, collégiens, étudiants, apprentis, AVS : Fr. 30.—. Prix d'un spectacle : Fr. 10.—, tarif réduit : Fr. 7.—, excepté certains concerts spéciaux plus chers. Les renseignements, le programme, etc. : permanence du COF, du 16 au 18 sept. au Bois de la Bâtie, dès le ma 20 sept. à l'entrée du Parc des Bastions.

Dans le désordre. Au Kiosque des Bastions, il y aura du cinéma, chaque soir du me 21 au ve 23 sept. à 21h. et le sa 24 et du me 28 sept. au sa 1er oct. à 20h., dont me 21, me 28 : *Max Haufler, der*

Stumme, de Richard Dindo; je 22, ve 23 : *Mourir à trente ans*, de Romain Goupil.

A la Maison de la Jonction, du me 21 au sa 24 sept. 21h. : le Théâtre du Rideau rouge présente *La Joconde et Si-Ya-Ou*, de Nazim Hikmet.

A La Traverse, je 29 sept., 21h. : *Yvette Théraulaz*.

Le COF (Comité d'organisation du Festival du Bois-de-la-Bâtie) a refusé au Comité Paix de Genève que la Marche pour la Paix (6 août Berlin — 17 septembre Genève) s'arrête au Bois de la Bâtie le samedi 17 septembre, à son arrivée à Genève, car "on ne va pas piéger les gens venus écouter un concert en leur refilant de la politique". N'est-ce pas dans la vie, il faut pas tout mélanger, il faut faire des catégories, la politique c'est la politique, et l'art c'est l'art. Quand la bombe nous sera tombée sur la tête, ça fera une belle "performance", beurke, bleah!

Eh bien, nous, on vous dit : réservez cette date, le samedi 1er octobre, il y aura une grande Fête à Yverdon, celle du PSO.

Paul Itik et Art Ichaud

l'événement

"Les masses ont tout perdu, même leur peur"

A la fin du compte, la terreur et la misère, la dictature et la faim ont donné aux masses chiliennes le sentiment qu'elles pouvaient tout oser, puisqu'elles n'avaient plus rien à perdre. "Les masses chiliennes ont tout perdu sous la terreur, même leur peur !" expliquait un dirigeant syndical des mineurs du cuivre.

Les débuts de la recomposition du mouvement ouvrier et de l'opposition remontent à 1978-79, lorsque des syndicats purent être créés et se coordonner. Même si Pinochet réussit, à cette période, à imposer dans une "votation populaire" une nouvelle Constitution — qui devait légitimer son régime et promettait un retour nébuleux à la démocratie pour 1989 (!) — les premières grèves indiquaient qu'en profondeur autre chose se préparait.

En décembre 1982, dans différentes villes, des manifestations de rue "pour le pain, le travail, la justice et la liberté" se déroulèrent, à l'appel de la Coordination nationale des syndicats (CNS) et des partis de gauche. La répression fut brutale, mais l'élan était donné. A la suite de la répression des manifestations du 1er mai 1983 à Santiago, quatre journées de protestation nationale se succédèrent coup sur coup les 11 mai, 14 juin, 12 juillet et 11 août (cf. *La Brèche* no 298 du 21 mai 1983 et 301 du 2 juillet 1983). Trente-deux manifestants furent victimes des forces de répression, dont 24 pour la seule journée du 11 août, sans parler des milliers de blessés, d'emprisonnés. Pour la seule ville de Santiago, 18 000 policiers et militaires furent mobilisés lors de la journée du 11 août : un chiffre qui montre toute la faiblesse et l'isolement politiques du régime de Pinochet. Cette démonstration de force n'empêcha pas les manifestations. Sans cesse, de nouvelles formes de protestation apparaissent : grèves; boycott des écoles, des restaurants, des lieux de divertissement, des magasins; concerts de casseroles et de klaxons. La rébellion se donne alors un objectif politique clair : la chute de la dictature. Avec un slogan devenu célèbre : "Va a acabar, va a acabar, la dictadura militar !" (Elle va tomber, elle va tomber, la dictature militaire !). Et déjà de nouvelles journées de protestation sont prévues.

Un autre élément montre la force du mouvement de résistance : le fait qu'il ne se soit pas laissé intimider par les défaites subies lors des grèves. La grève des mineurs du cuivre à mi-juin fut "militarisée" par la dictature, qui arrêta toute la direction du mouvement. La grève générale, appelée prématurément et sans préparation réelle, qui suivit dut être arrêtée au bout de trois jours.

Une "alliance démocratique" avec les militaires ?

Qu'est-ce qu'il y aura après Pinochet ? Voilà la question qui est aujourd'hui sur toutes les lèvres. Les puissantes manifestations, les différents mouvements de protestation donnent une image fautive de l'unité de l'opposition. Toutes ses composantes sont d'accord sur la nécessité de faire tomber la dictature. Mais un clivage clair apparaît aujourd'hui déjà entre la bourgeoisie et la gauche.

Depuis début août, il existe une "Alliance démocratique" qui regroupe autour de la Démocratie chrétienne un reste de l'ancien Parti national de droite, des sociaux-démocrates, des radicaux

Chili :



Il y a dix ans de cela, l'armée chilienne avec à sa tête le général Pinochet, renversait par un coup d'Etat sanglant le régime d'Unité populaire de Salvador Allende. La répression déclenchée alors fut effroyable : 70 000 emprisonnés, 20 000 assassinés environ, 12 000 exilés. Cette terreur massive liquida physiquement toute une génération de militants et étouffa dans l'oeuf toute tentative de résistance de masse. Sur le dos des travailleurs, des paysans pauvres, des habitants des bidonvilles et des miséreux de la campagne, un nouveau démarrage économique se dessina. Il ne fut que de brève durée et se transforma rapidement en son contraire, menant le pays tout entier au bord de la ruine, stimulant la renaissance de la résistance. A tel point qu'aujourd'hui une certitude réjouissante s'impose : il n'y aura pas de onzième anniversaire pour le régime de Pinochet.

et des socialistes de droite (l'ancien Parti socialiste chilien est divisé en près de dix fractions). L'Alliance propose la formation d'un gouvernement de transition durant dix-huit mois, jusqu'à la convocation d'une Assemblée constituante. Dans ce cadre, des problèmes comme le chômage et la dette extérieure devraient être pris à bras le corps. L'Alliance cherche ainsi à éviter toute rupture radicale avec l'héritage de Pinochet. En outre elle propose expressément un pacte social, à l'élaboration duquel les militaires participeraient. Le but de ces propositions est évidemment d'éviter que sous les coups du mouvement de masse, la chute de Pinochet n'entraîne celle des possédants et des exploités chiliens.

Le Parti communiste : de nouvelles forces pour une vieille politique

En ce qui concerne la gauche, il faut d'abord constater qu'elle ne s'est pas encore remise, sur le plan organisationnel, du coup d'Etat de 1973. Aussi longtemps que le Parti socialiste restera divisé, il restera faible et ne représentera très vraisemblablement qu'un appendice de la bourgeoisie. Le Parti communiste (PC), malgré ses dix ans de clandestinité, reste le PC le plus fort d'Amérique latine après celui de Cuba. Il a des cellules dans tout le pays et son organe illégal *El Siglo* tire à 5 000 exemplaires. Par contre sa ligne politique n'a pas changé. Sous Allende, il était le premier à faire des concessions aux militaires et à la petite-bourgeoisie, s'imaginant fausement pouvoir ainsi "neutraliser" ces forces. Aujourd'hui, le PC pourrait tout à fait signer le programme de l'Alliance démocratique. Sa signature n'est cepen-

dant nullement recherchée par la Démocratie chrétienne et ses satellites, qui comptent bien se faire reconnaître comme force d'opposition papable et responsable par les Etats-Unis. Ce qui implique de ne pas s'encombrer inutilement d'alliés de gauche.

Le MIR : "un nouveau mouvement syndical est en train de se développer à la base"

En ce qui concerne la gauche révolutionnaire au Chili, c'est, comme du temps de l'Unité populaire, le MIR (Movimiento de Izquierda Revolucionaria, Mouvement de la gauche révolutionnaire) qui en est l'organisation la plus forte, et de loin. Le MIR s'oppose à la collaboration de classe, au pacte social et aux manœuvres de l'opposition bourgeoise qui en découlent. Il se prononce pour une rupture radicale avec la dictature, à partir de la mobilisation et de l'auto-organisation des masses.

En ce qui concerne les syndicats, un responsable du MIR dé-

clarait récemment : "Au Chili, il y a d'une part le mouvement d'en haut, celui des directions syndicales. C'est la renaissance du mouvement syndical traditionnel du Chili, celui qui organisa historiquement la classe ouvrière. Au niveau des directions, ces syndicats ont hérité les erreurs de l'ancien mouvement syndical : bureaucratisme, manque de liens avec les structures de base, divisions inutiles."

D'autre part, dans les entreprises, un mouvement syndical de base, souvent coordonné dans des structures clandestines au niveau local, se développe. Ce mouvement syndical de base fonctionne démocratiquement, avec une réelle participation aux décisions des travailleurs. Il est l'expression d'un nouveau militantisme syndical : décidé, actif, fier de son indépendance face aux patrons et à la bourgeoisie. Dans ces derniers mois, ce mouvement a joué un rôle de premier plan dans les mobilisations, sans pouvoir toutefois remplacer les directions traditionnelles."

Willi Hänni



Manifestation syndicale à Santiago.

PRÉSENCE ET RAYONNEMENT DE LA SUISSE...

Conformément à sa tradition humanitaire, la Suisse ne saurait se tenir à l'écart de l'exploitation et de l'oppression du peuple chilien.

* Ainsi, comme lors du coup d'Etat de 1973, des véhicules blindés Mowag — de fabrication suisse — ont participé à la répression sanglante des manifestations de rue de ces derniers mois.

* La SIG de Schaffhouse a, par le biais d'une entreprise étrangère, concédé la fabrication en série du fusil d'assaut sous licence chilienne. L'interdiction d'exportation d'armes est ainsi facilement tournée. Commentaires des autorités fédérales : "Là, on ne peut rien faire".

* Le Conseil fédéral est favorable à une adhésion de la Suisse aux Accords généraux d'emprunts (AGE) du Groupe des dix (pays industrialisés). Ces accords doivent permettre de fournir de nouvelles ressources au Fonds Monétaire International (FMI) pour sa politique financière concernant les pays du Tiers Monde hautement endettés. Le FMI lie évidemment ses prêts à des conditions économiques et sociales draconiennes, qui ôtent toute autonomie au pays débiteur face à ses bailleurs de fonds impérialistes. Mais cela "rejoint aussi nos propres intérêts économiques, financiers et de politique étrangère", comme le reconnaît le message du Conseil fédéral, qui ajoute : "Même si l'on peut, dans tel ou tel cas d'espèce, émettre certaines réserves sur ces conditions (celles du FMI, réd.), il faut bien reconnaître que le FMI est en fait la seule organisation internationale à même d'assurer simultanément le réaménagement économique et la poursuite du financement des pays débiteurs." (Feuille fédérale no 30, vol. II, du 2 août 1983).

La participation, par l'intermédiaire des AGE, au Fonds monétaire, c'est donc la participation aux diktats de politique économique décrétés par le FMI, qui sont à l'origine d'un appauvrissement massif de nombreux peuples du Tiers Monde. Rappelons qu'avec une dette extérieure de 18 milliards de dollars, le Chili est un des pays les plus endettés du monde par tête d'habitant. Ses exportations lui permettent à peine de payer les intérêts de cette dette. Par l'adhésion suisse aux AGE, le corset de fer que le FMI ne manquera pas de passer au peuple chilien aura des charnières helvétiques.